l'unité

N° 358 - 6 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 16-22 novembre 1979

La C.g.t. entre marteau et enclume

Frileuse Hongrie

L'Europe et le pot au lait

Guy Ligier ou l'entêtement

L'Iran déclare la guerre au dollar

PAR JEAN-LOUP REVERIER

INDIVIDUELLE ou collective, politique ou crapuleuse, toute prise d'otage doit être condamnée sans appel. Celle de l'ambassade américaine de Téhéran n'échappe pas au principe. Elle n'en constitue pas moins un précédent sous plusieurs aspects.

Fût-ce par étudiants interposés, on n'avait encore jamais vu d'Etat prendre le personnel d'une ambassade des Etats-Unis en otage. Une opération qui, heureusement, semble n'avoir fait encore aucune autre victime que l'indispensable immunité diplomatique. Très vite, l'étrange rançon fut connue. L'Iran réclame l'extradition du chah, soigné pour un cancer aux Etats-Unis, pour lui faire un procès public.

Abol-Hassan Banisadr (1), qui joue aujourd'hui un rôle clé, a adressé un « message au peuple américain » pour expliquer le sens de cette action. « Vous nous demandez pourquoi nous exigeons la livraison d'un homme malade, le plus grand criminel du siècle ? La raison en est que, s'il meurt aux Etats-Unis, une longue histoire de crimes, de pillages et de soumission à l'étranger disparaîtra. Il doit être jugé comme les nazis l'ont été à Nuremberg. »

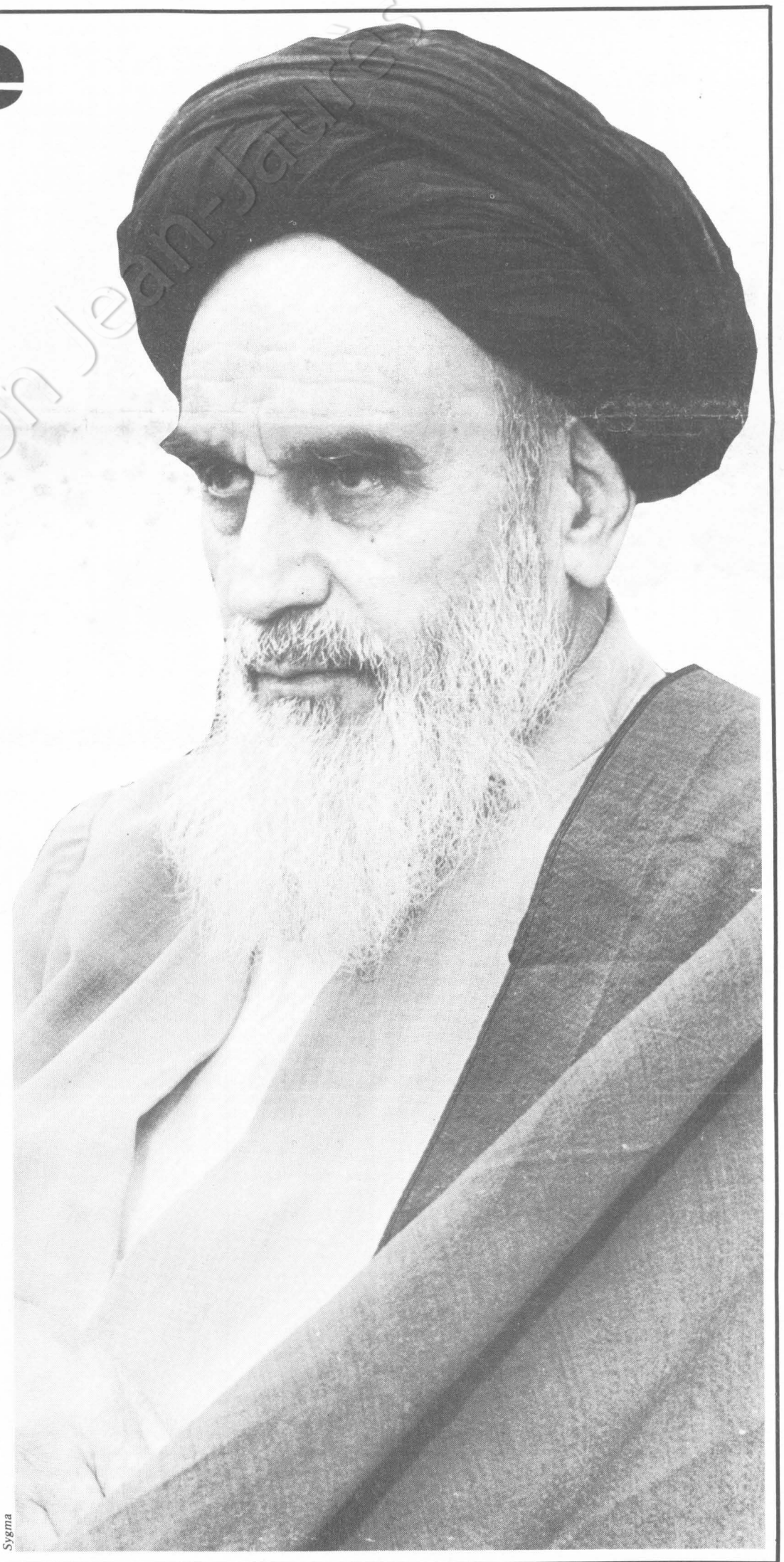
En tout état de cause, Jimmy Carter ne peut ni ne veut céder à un tel chantage. Non seulement le puissant Oncle Sam n'est pas prêt de digérer la nouvelle humiliation que lui inflige Khomeyni mais des considérations politiques autant qu'humanitaires ou de principe lui interdisent de satisfaire à l'exigence des occupants de son ambassade. Les Etats-Unis ont subi pas mal d'échecs et d'affronts ces derniers temps. Leur image de marque dans le monde se lézarde. L'opinion américaine s'interroge et s'emporte devant un déclin qu'elle pressent et rejette. Or le procès du chah, projeté par l'ayatollah de Qom, apporterait un éclairage redoutable — un de plus — sur les dessous de l'impérialisme U.s. Les nouvelles autorités de Téhéran disposent en effet de nombreux éléments sur le rôle tenu par Washington auprès du chah au cours des vingt-cinq dernières années. Du coup d'Etat de la C.i.a. contre Mossadegh, en 1953, à la destruction de l'agriculture iranienne au profit des exportateurs américains d'agro-alimentaire en passant par les fabuleux contrats d'armement concédés au lobby militaro-industriel d'outre-Atlantique et la mise sur pied de la Savak (police politique), il n'est pas un domaine essentiel de la vie politique, économique et sociale iranienne qui n'ait été « inspiré » par les Etats-Unis depuis la chute de Mossadegh. Aussi, pas plus la Maison-Blanche que la C.i.a. et le Pentagone ne souhaitent-ils un procès qui, à travers le chah, serait tout autant le leur. Candidat à la prochaine élection présidentielle, Carter doit aussi redresser sa cote de popularité en manifestant une fermeté qui lui a souvent fait défaut aux yeux d'une bonne partie de son électorat. Les motifs de refus ne manquent donc pas au président américain. Les étudiants qui ont envahi l'ambassade de Téhéran l'ignoraient-ils ? En ce cas, leur naïveté serait désarmante.

Quels objectifs poursuivaient les dirigeants iraniens en s'engageant à leur tour dans ce dangereux bras de fer avec Washington ? Sans doute les préoccupations de politique intérieure ne sont-elles pas totalement étrangères à leur attitude. Au moment où les difficultés intérieures les préoccupent, cette fuite en avant a pu leur sembler susceptible de conforter la révolution islamique sur le dos d'un adversaire honni. Mais on ne peut s'en tenir là. Le nationalisme et une profonde aspiration à l'indépendance font partie intégrante du processus engagé contre la dynastie Pahlavi. L'anti-impérialisme, fortement teinté d'anti-américanisme, en est le corollaire. Sur ce plan, l'action de Mossadegh reste un exemple. Banisadr lui-même s'y réfère souvent.

Face au redoutable voisin soviétique et au blocus mis en œuvre par l'Angleterre et les Etats-Unis après qu'il eut nationalisé le pétrole iranien, le docteur Mossadegh avait « inventé » la politique de l'équilibre négatif. Jouant des contradictions entre Soviétiques et Américains, alors en pleine guerre froide, Mossadegh était parvenu à conforter son fragile pouvoir. Il bénéficia pour ce faire de l'appui enthousiaste du peuple et sut s'appuyer sur une agriculture alors excédentaire. La situation se présente aujourd'hui assez différemment. L'Iran dépend largement de ses importations alimentaires, l'unanimité réalisée contre le

(Suite en page 2)

(1) Conseiller très écouté de l'ayatollah Khomeyni, Banisadr est membre du conseil de la Révolution qui l'a délégué, après la démission du gouvernement Bazargan, à la tête des ministères suivants : Affaires étrangères, Economie, Finances, Plan, Industrie, Agriculture, Commerce, Eau et électricité.



Sygma

Vous voulez que la presse du Parti vive...

Bulletin d'abonnement à retourner

l'unité

41, boulevard de Magenta
75010 PARIS

Je soussigné.....

.....

.....

.....

demeurant .....

.....

.....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

- abonnement d'un an (180 F) ◯
- abonnement de six mois (110 F) ◯

et vous adresse la somme correspondante

par chèque bancaire

◯ par chèque postal

◯ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 30 349 80 La Source

Date Signature

SUITE DE LA PAGE 1

chah a vécu et la guerre froide a fait place à une entente tacite des deux superpuissances pour maintenir leur double hégémonie. Tout cela explique les appels du pied de Banisadr à l'Europe.

En décidant d'interrompre les achats de pétrole à l'Iran, Carter vient de marquer un point auprès de l'opinion américaine. Du tac au tac, Téhéran a répliqué dans le même sens et cessé ses ventes de pétrole à ce client qui n'en voulait plus. Banisadr a qualifié au passage la décision de Carter de « déclaration de guerre économique ». Mais en décidant de retirer les douze milliards de dollars en dépôt aux Etats-Unis pour les confier à des pays « plus favorables comme la France ou la R.f.a. », c'est l'Iran qui déclare vraiment la « guerre économique ». En effet les Iraniens savent qu'ils pourront toujours vendre, vu l'état du marché, leur pétrole. Et le vendre à meilleurs prix. Mais retirer brutalement 48,5 milliards de francs du circuit financier américain c'est accroître les tensions sur le dollar qui n'avait pas besoin de ça. Et la riposte de Washington, « geler les fonds », ressemble fort à une escalade.

Quoi qu'il en soit, après l'échec des différentes interventions diplomatiques et propositions de médiation — l'O.l.p., le Vatican, l'Onu, la Cee y ont, pêle-mêle, été associés —, la tension est montée au fur et à mesure que la situation s'enlisait. Conscients d'avoir peut-être poussé le bouchon un peu loin, certains membres du Conseil de la Révolution comme Sadegh Ghotbzadeh ont paru soucieux de trouver un compromis acceptable par les deux parties. Et les dernières déclarations de Banisadr rejoignaient les propositions de Lionel Jospin : « Pourquoi ne pas envisager que ce soit dans le cadre de la communauté internationale que soit préparé un procès public au chah. »

Un tel compromis paraît possible. « L'invasion » de l'ambassade n'en aura pas moins un certain nombre de conséquences. La première d'entre elles, déjà perceptible, consiste en une nouvelle tension sur un marché pétrolier hypersensible. Une diminution, aussi faible soit-elle, de l'offre devient un facteur de hausse supplémentaire. Quand les décisions iraniennes n'en seraient que le prétexte, plusieurs pays exportateurs et les multinationales pétrolières sauront le saisir au bond. D'autre part, la crise entre Washington et Téhéran ne s'apaisera pas de sitôt. L'Europe, et notamment la France, passera-t-elle outre aux pressions américaines pour fournir à l'Iran les vivres, l'ingéniérie mais aussi l'armement dont, faute de s'approvisionner outre-Atlantique, ce pays aura besoin ? La question est aujourd'hui posée. Enfin, Khomeyni tirera-t-il de son coup de force tout le parti qu'il escomptait ? Rien n'est moins sûr.

Largement condamné par une communauté internationale qu'il méprise, l'imam fait également l'objet d'une vive contestation dans son propre pays.

A l'ouest de l'Iran les cinq millions de Kurdes sunnites suivent aveuglément leurs dirigeants, notamment du P.d.k.i. (Parti démocrate kurde iranien) et le cheikh Ezzedine Hosseini, chef spirituel sunnite. Condamnés à mort par Khomeyni, tous deux se sont réfugiés dans la clandestinité. Ils continuent d'exiger l'autonomie régionale du Kurdistan dans le cadre de l'unité nationale. Mais Téhéran ne veut pas entendre parler de gouvernement fédératif.

Tentation totalitaire

Aujourd'hui la plupart des villes kurdes sont en guerre ouverte avec Khomeyni et les maquisards kurdes — les Pechmergas — se sont retranchés dans les montagnes. Les miliciens islamiques se révèlent incapables de les en déloger.

De leur côté, les forces armées demeurent profondément déchirées entre plusieurs courants antagonistes : monarchiste, nationaliste et khomeyniste. Cette dernière tendance, lorsqu'elle n'est pas inexistante (cas de la marine, par exemple), reste de loin la plus minoritaire. La plupart des généraux — dont une partie a été mise à la retraite — se rattache au courant monarchiste. A l'inverse, la majorité des officiers subalternes sont nationalistes — ce qui, dans le contexte actuel, signifie anti-chah et anti-khomeyniste. En schématisant on peut considérer que l'armée de terre, l'aviation et surtout la marine, sont hostiles à Khomeyni ; on en a vu un signe dans leur refus de combattre au Kurdistan.

Quant à la majorité des partis laïcs — à l'exception du Parti Toudeh (communiste pro-soviétique) — leur hostilité à Khomeyni n'est plus à démontrer. Les nationalistes, tant de droite que de gauche, lui reprochent ses méthodes antidémocratiques, sa démagogie et son populisme. La plupart de ces formations œuvrent à nouveau — comme sous le chah — dans la clandestinité, car les miliciens khomeynistes veillent à ce que l'autorité de l'imam soit incontestée. C'est notamment le cas du Front démocratique (marxiste-nationaliste) dont le dirigeant Me Matine-Daftari, petit-fils de Mossadegh, doit aujourd'hui se cacher. Même les Fédayi-Khalq (guérilleros marxistes-léninistes), à la pointe du combat contre le chah, n'échappent plus aux foudres de Khomeyni. Ils sont à leur tour passés dans la clandestinité, avec leurs armes. N'épargnant personne, l'imam accuse en bloc toutes les formations laïques « d'œuvrer contre l'Islam » et même — comme l'a déclaré le 9 novembre dans une allocution radio-diffusée — d'être « des suppôts de l'impérialisme américain » ! Bien que d'accord pour combattre cet impérialisme, la plupart des formations politiques iraniennes ont refusé de soutenir l'action menée contre l'ambassade des Etats-Unis.

Les divergences avec Khomeyni se retrouvent au sein même du clergé chiite. L'ayatollah Chariat-Madari, n° 2 dans la hiérarchie religieuse et chef spirituel de la province turcophone d'Azerbaïdjan (près de douze millions d'habitants), n'a jamais été partisan de la mainmise du clergé sur l'appareil d'Etat, ni de la théocratie à laquelle aspire l'imam. Favorable à la Constitution de 1906 — aujourd'hui abrogée —, démocrate et nationaliste, Chariat-Madari se cantonne dans un silence prudent. Il n'est un secret pour personne que « le vieux renard », comme l'appellent ceux qui le connaissent, attend son heure pour agir. Il bénéficie déjà du soutien tacite des formations laïques non-marxistes, des couches moyennes, de l'intelligentsia et des officiers nationalistes de l'armée. Il a, en outre, son propre parti politique — le parti républicain du peuple musulman (P.r.p.m.), son quotidien et bénéficie de l'important appui — peut-être décisif — du bazar.

En effet, cette puissance commerciale et financière que constitue le bazar a aujourd'hui viré de bord. Derrière Khomeyni dans son combat contre le chah, elle soutient maintenant Chariat-Madari. Enfin, effrayée par la tournure que prennent les événements, la bourgeoisie tente maintenant d'enrayer la progression des idées de « l'Islam radical ». Elle mise, pour ce faire, sur une solution politique « à la Bakhtiar ».

Ainsi confronté à une vaste hostilité active ou latente, Khomeyni paraît-il avoir, avant tout, engagé à travers l'offensive contre « l'impérialisme américain » une manœuvre de politique intérieure ? Lui permettra-t-elle de refaire l'unité des forces vives de la nation autour de sa personne ? A la tentation totalitaire du clergé intégriste répond désormais la haine des progressistes pour les « mollahs réactionnaires ». Au point qu'entre une lutte anti-impérialiste à l'extérieure et un combat « anti-fasciste » à l'intérieur, un nombre croissant d'Iraniens a cessé de privilégier la première. ●



Sygma

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 41, bd de Magenta 75010 Paris - Tél. : 208.23.50. *Directeur :* Claude Estier ; *Rédaction en chef :* Nicole Chaillot, Guy Perrimond ; *Rédaction :* Marie-José Bernardot, Christine Cottin, Nicole du Roy, Georges Frameries, Frédérique de Gravelaine, Michèle Kespi, Jean-Paul Liégeois, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Muller, Véronique Neiertz, Francis Pisani, Emmanuèle Plas, Jean-Loup Reverier, Gabrielle Rolin, Gilbert Sans, Antoine Violet, Maryse Wolinsky. *Secrétariat de rédaction :* Claudine Dervaux (révision), Mauricette Duchemin (maquette) ; *Dessins :* Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Pym, Bordeclerc, Cannela ; *Photos :* Pascal Lebrun : *Publicité :* Renée Skoblinsky, 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73 ; *Administration :* Conseiller technique : François de Grossouvre ; *Secrétaire administrative :* Jacqueline Daimé ; *Coordination :* Offres 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris.
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité ; *Directeur de la publication :* Claude Estier ; Cadet Photocomposition, 75009 PARIS. *Imprimerie E.T.C. 76190 Yvetot.*

La C.g.t. entre le marteau et l'enclume

Depuis la rupture de la gauche, les désirs du P.c. se heurtent à la volonté de la C.g.t. d'avoir une certaine indépendance... sous peine de mener l'organisation au suicide !

PAR MICHELE KESPI

CONTRAIREMENT au P.c., la C.g.t. n'a pas accablé la presse lors de l'affaire Boulin. Est-ce le signe d'une plus grande indépendance de la première organisation syndicale française ? Que se passe-t-il à l'intérieur de la C.g.t. ? L'ouverture prônée lors du quarantième congrès de Grenoble est-elle passée dans les faits ? Deux militants socialistes qui ont par ailleurs des responsabilités syndicales à la C.g.t., Pierre Carrassus et Pierre Feuilly, répondent à ces questions pour « l'Unité ».



Georges Séguy au Club de la Presse, le dimanche 11 novembre.

« L'UNITE » : Quel rôle peuvent jouer les militants socialistes dans les luttes actuelles ?

PIERRE CARRASSUS : Aujourd'hui, le développement des luttes traduit une aspiration des salariés à la démocratie, à la dignité. En même temps, les travailleurs, dans les luttes qu'ils mènent, sont confrontés à une absence de perspective politique à court terme : la seule chose concrète pour eux, au niveau politique, est l'appui apporté à leur combat par tel ou tel parti. Evidemment, le P.c., dans sa lutte effrénée pour le leadership au sein de la gauche, est présent sur le terrain. D'où l'importance du débat autour du Projet socialiste sur la capacité du Parti à soutenir les luttes, et, surtout, sur les nouveaux espaces de liberté à conquérir. Il existe de nouveaux créneaux à trouver. Il faut que l'on examine clairement, par rapport aux luttes et aux aspirations actuelles des travailleurs, ce que signifie exactement conquérir de nouveaux espaces de liberté : l'information du salarié sur son entreprise considérée dans l'environnement industriel et commercial, ses droits d'expression. Il faut aussi bien voir que le Parti a un nouveau créneau à trouver, non seulement de soutien, mais aussi de présence politique à partir de son projet. Nous devons être capables de proposer une perspective politique. Alors que le P.c. se refuse à poser le problème d'un changement politique, nous avons un rôle privilégié à jouer, que personne ne tiendra à notre place.

— Quels problèmes rencontrent les militants socialistes présents sur le terrain ?

Pierre Feuilly : Le plus gros problème, y compris au niveau de la conduite des luttes, est le refus du P.c. de proposer une perspective claire. Certes, il apporte son soutien aux travailleurs qui se battent. Mais, à certains endroits, il leur impose des formes d'action extrêmement dures, en s'appuyant sur les « minorités combatives ».

— Avez-vous des exemples précis et concrets ?

Pierre Feuilly : Le plus révélateur est l'exemple de la sidérurgie. On peut dire sans fioritures que le P.c. a essayé — en vain — d'imposer sa stratégie d'occupation des entreprises, notamment à Usinor-Longwy et à Usinor-Denain.

La C.g.t. ne se décidant pas à prôner l'occupation des deux usines, le P.c. a avancé, lui-même, sa proposition. Il y eut alors des débats animés et, finalement, la C.g.t. décidait de soumettre cette modalité d'action au vote des travailleurs. Les deux votes ont eu lieu quelques jours après les élections du personnel qui avaient marqué un important succès de la C.g.t., puisqu'elle était la seule organisation syndicale à progresser. Là-dessus, vote pour l'occupation : à Usinor-Denain, sur six mille travailleurs, deux mille seulement sont allés aux urnes et mille cinq cents se sont prononcés contre l'occupation. A Longwy, la proposition a été rejetée dans les mêmes proportions. Les travailleurs ont été conscients que s'ils s'enfermaient dans leurs usines, ils couraient le risque de se couper du soutien populaire qu'ils avaient obtenu. Ils ont bien senti que ce mot d'ordre artificiel, venu de l'extérieur de l'organisation syndicale, ne les concernait pas.

Pierre Carrassus : L'aspiration à la démocratie reste une des idées fortes qu'a d'ailleurs exprimée le Congrès de la C.g.t. De plus en plus, les travailleurs acceptent mal que les modalités d'action soient élaborées en dehors d'eux, et qu'on ne leur demande leur avis uniquement que pour entériner une décision. Cela passe de plus en plus mal. A plus forte raison, les travailleurs n'accepteraient pas de mots d'ordre venant de l'extérieur de l'organisation syndicale.

— Justement, à propos d'action politique dans les entreprises, comment avez-vous reçu l'intervention de Séguy au Conseil national du P.c. du 22 octobre ?

Pierre Feuilly : C'était le type même d'intervention à deux faces. L'une, positive, où Séguy a défendu avec une grande fermeté le dernier accord C.g.t.-C.f.d.t. Devant cette instance, ce n'est pas négligeable, vu ce qu'écrit tous les jours « l'Humanité » sur la C.f.d.t. En contrepartie, et là est la face négative, on a droit à une série

Le délire de "l'Humanité"

PAR CLAUDE ESTIER

LE dernier numéro de « l'Unité » n'a pas eu l'heur de plaire à la direction du Parti communiste. « L'Humanité » du lendemain nous a gratifiés à la fois, le fait est rarissime, d'un éditorial de Charles Fiterman et d'un article en page trois avec reproduction d'un fac similé de notre journal, le tout sous le titre « Le délire de « l'Unité ». A en croire l'organe central du P.c.f., nous aurions publié « une série d'articles et de dessins d'un anticommunisme délirant ». (1)

De quoi s'agit-il ? Des pages que nous avons consacrées aux différents aspects des suites de l'affaire Boulin. Un dessin associant Raymond Barre et Georges Marchais et cinq lignes de mon éditorial, par ailleurs entièrement consacré à dénoncer le comportement de Valéry Giscard d'Estaing et les membres du gouvernement, semblent avoir provoqué la colère des dirigeants communistes dans la mesure où se trouvait ainsi soulignée leur complicité avec le Pouvoir pour accuser la presse d'être à l'origine du suicide de Rober Boulin et pour s'en prendre à ceux qui demandent la lumière sur cette affaire et sur quelques autres.

Pour troublante qu'elle soit, cette alliance « objective » est évidente. Et si c'est délirer que de l'évoquer, notre délire n'est pas isolé. Georges Marchais et Roland Leroy savent mieux que moi que de nombreux militants et journalistes communistes se sont inquiétés, et l'ont fait savoir, de l'attitude de leur parti dans cette affaire.

Des journalistes qui ne passent pas habituellement pour des anticommunistes délirants l'ont fait aussi. C'est sous la plume d'Ivan Levaï que j'ai lu ces lignes dans « le Journal du dimanche » :

« Pas d'affaire Boulin, pas d'affaire des diamants, pas d'affaire de Broglie, il n'y eut pas non plus en France d'affaire Dreyfus, Stavisky ou de Panama. Cessons de mentir, confrères, et parlons d'autre chose. Quant à vous, citoyens, dormez bien. Il est dix heures. Raymond Barre et Georges Marchais veillent pour que certaines questions décidément trop délicates ne soient plus posées. »

Et c'est sous la signature de Georges Montaron que « Témoignage chrétien » a publié ce constat :

« Quant aux communistes, en chargeant la presse de tous les péchés et en minimisant l'affaire Boulin, ils ont objectivement servi le pouvoir giscardien.

« Demain cela risque de continuer. Le Parti socialiste solidement ancré à gauche ne cèdera pas aux appels des sirènes de la majorité. Quant au Parti communiste, il poursuit son repliement soit-disant pour se renforcer. En réalité, il stérilise cinq millions d'électeurs qui votent pour lui. Et, par là même, il assure le maintien de la droite au pouvoir. C'est une affaire d'arithmétique. »

Attention Levaï ! Attention Montaron, vous êtes atteints de ce mal terrible, le délire anticommuniste. Le seul du genre d'ailleurs car il n'y en a pas dans l'autre sens : les communistes, c'est bien connu, ne délirent jamais !

Une caricature représentant dans « l'Unité » Georges Marchais aux côtés de Raymond Barre relève évidemment du délire anticommuniste. Mais il n'y a pas délire antisocialiste quand Wolinski publie dans « l'Humanité » un dessin oú l'on voit Giscard d'Estaing remerciant François Mitterrand pour « services rendus » !

Il n'y a pas non plus délire antisocialiste quand Charles Fiterman remonte le temps pour accuser le même François Mitterrand d'avoir, ce qui est faux, fait saisir des journaux lorsqu'il était ministre en 1956. Mais il y aurait naturellement délire anticommuniste à rappeler que cette même année fut celle où « l'Humanité » célébrait « le sourire de Budapest » écrasée sous les chars soviétiques !

Au demeurant ces rappels n'intéressent guère tous ceux qui luttent aujourd'hui contre le pouvoir giscardien, empêtré dans ses échecs, ses mensonges et ses scandales.

Alors, camarades communistes, arrêtons là ! Assez déliré !

(1) Dans « l'Humanité » de lundi, René Andrieu est revenu sur le sujet en m'accusant, sans citer un mot de ce que j'ai écrit, de m'associer à ceux qui, d'après lui, voudraient instruire un procès contre le Parti communiste. Je n'instruis aucun procès. Je n'aime pas ce mot. Nous ne sommes pas à Prague ! ●

de déclarations d'autosatisfaction du style : la C.g.t., seule organisation de lutte de classe, le P.c., seul parti « authentiquement » révolutionnaire — le tout étant, naturellement, dans le authentiquement ! C'est le vieux thème : nous sommes les seuls à détenir la vérité. Et surtout, la concession majeure consiste en des attaques très vives contre les socialistes. Y compris contre les militants socialistes de la C.g.t., qui ont été pris à partie par Séguy.

Pierre Carrassus : C'est une bonne chose que les militants syndicalistes participent au débat politique. Mais il est extrêmement choquant de débattre dans une instance politique, et jusqu'au plus petit détail, de l'orientation d'une organisation syndicale. Qu'un parti porte un jugement sur une organisation syndicale est autre chose.

— En tant que socialistes, comment appréciez-vous aujourd'hui les espoirs d'ouverture donnés par le 40e congrès ?

Pierre Carrassus : La recherche d'indépendance de la C.g.t., son affirmation à partir d'une stratégie propre continue. Mais ce n'est pas sans gêner le P.c., qui a besoin de montrer que la C.g.t. est d'accord en tous points avec lui. Et plus le P.c. se replie sur une stratégie sectaire au nivau politique, plus il s'érige en juge permanent des initiatives des organisations syndicales, distribuant bons et mauvais points. C'est tout simplement inacceptable.

Pierre Feuilly : C'est d'ailleurs une constante historique du P.c. que l'on retrouve au cours des cinquante dernières années. En période unitaire et de montée des luttes, l'organisation syndicale dispose d'une marge de manœuvre assez considérable. En cas de crise au sein de la gauche — surtout si la crise s'accompagne de gains importants pour l'autre grand parti de la gauche, le P.s. ! — la volonté du P.c. est que la marge de manœuvre soit plus étroite. Car pour reconstituer son potentiel, pour réapparaître comme le parti moteur de l'union de la gauche, le P.c. a impérativement besoin que ses initiatives, ses positions soient convergentes avec celles de la principale organisation syndicale française.

Dans la période actuelle, avec la rupture de la gauche, les désirs du P.c. se heurtent à la volonté de la C.g.t. d'avoir une certaine indépendance. Ses dirigeants savent bien qu'à moins de vouloir mener l'organisation syndicale au suicide, il existe un certain nombre de choses impossibles à faire.

— D'où, je suppose, l'accord avec la C.f.d.t. ?

Pierre Feuilly : Je crois que l'on peut dire très clairement que le P.c. ne voulait à aucun prix de cet accord. Il est effectivement l'un des signes évidents de cette contradiction où s'affrontent deux nécessités impérieuses. Et les efforts considérables de la C.g.t. pour arriver à un accord unitaire avec la C.f.d.t., malgré les réticences de celle-ci et l'opposition du P.c., sont révélateurs. Les responsables de la C.g.t. savent que l'image du couple C.g.t.-P.c. n'est pas forcément une bonne affiche publicitaire pour la C.g.t. Ils savent aussi que bien des militants, y compris des militants communistes, aspirent fortement à plus d'indépendance.

— Etes-vous d'accord avec les appels lancés par Georges Séguy au Club de la presse, demandant aux socialistes ayant des responsabilités au P.s. et à la C.g.t. d'amener leur parti à contribuer à la victoire de la C.g.t. aux prud'hommes ?

Pierre Carrassus : Cet appel est inacceptable. Il réintroduirait dans les organisations syndicales les clivages politiques. Alors que le P.s. doit, et veut, tout faire pour développer la plus large unité dans les luttes.

— Un autre problème, les réactions à l'affaire Boulin, suscite le débat, y compris chez les travailleurs. Avez-vous une appréciation sur ces réactions ?

Pierre Carrassus : La tradition du P.s., de tout le mouvement ouvrier a toujours été claire : que la clarté soit faite sur les attitudes des politiciens utilisant leur mandat à des fins personnelles. Il est tout à fait légitime de réclamer la vérité. Je constate d'ailleurs que la C.g.t. l'a fait par la voix de Georges Séguy. Ainsi, il l'a dit le dimanche 11 novembre au Club de la presse : « Tout homme public doit être irréprochable. Personne ne doit être gêné de pouvoir faire état des conditions dans lesquelles il exerce ses fonctions politiques. » Rien à voir, c'est vrai, avec le P.c., qui dit que cette recherche de la vérité serait responsable de la mort du ministre du Travail. Ce genre de déclaration est tout à fait en rupture avec la tradition du mouvement ouvrier.

Pierre Feuilly : Je crois vraiment que cette prise de position du Parti communiste est un événement très grave. C'est tourner le dos à ce qui a été l'attitude constante de la gauche par rapport à la liberté de la presse, à la nécessité de mener le combat pour l'information des citoyens français : toute la bataille menée ensemble par le P.c. et le P.s. dans l'union de la gauche...

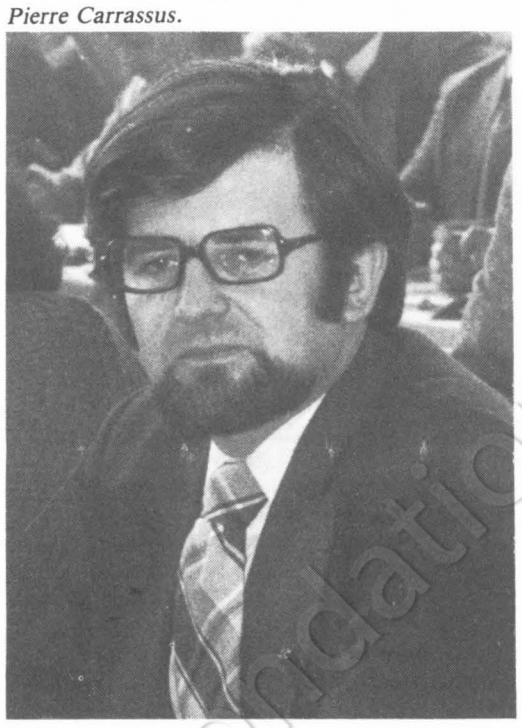


Sygma

Georges Séguy et Georges Marchais.

— Quelle explication politique donnez-vous à ce revirement ?

Pierre Carrassus.



Pierre Feuilly : Une seule explication vient à l'esprit : contraints et forcés par le mouvement unitaire, les communistes ont développé depuis 1965 une conception de l'information très pluraliste, très diverse et relativement proche de celle du P.s. On doit aujourd'hui leur poser la question : n'était-ce pas purement et simplement tactique ? Car ils redéveloppent aujourd'hui une conception de l'information qui n'est pas nouvelle chez eux : ils l'avaient déjà il y a vingt-cinq ans, à l'époque de la guerre froide, aux pires heures du stalinisme français !

Pierre Feuilly.



Pascal Lebrun

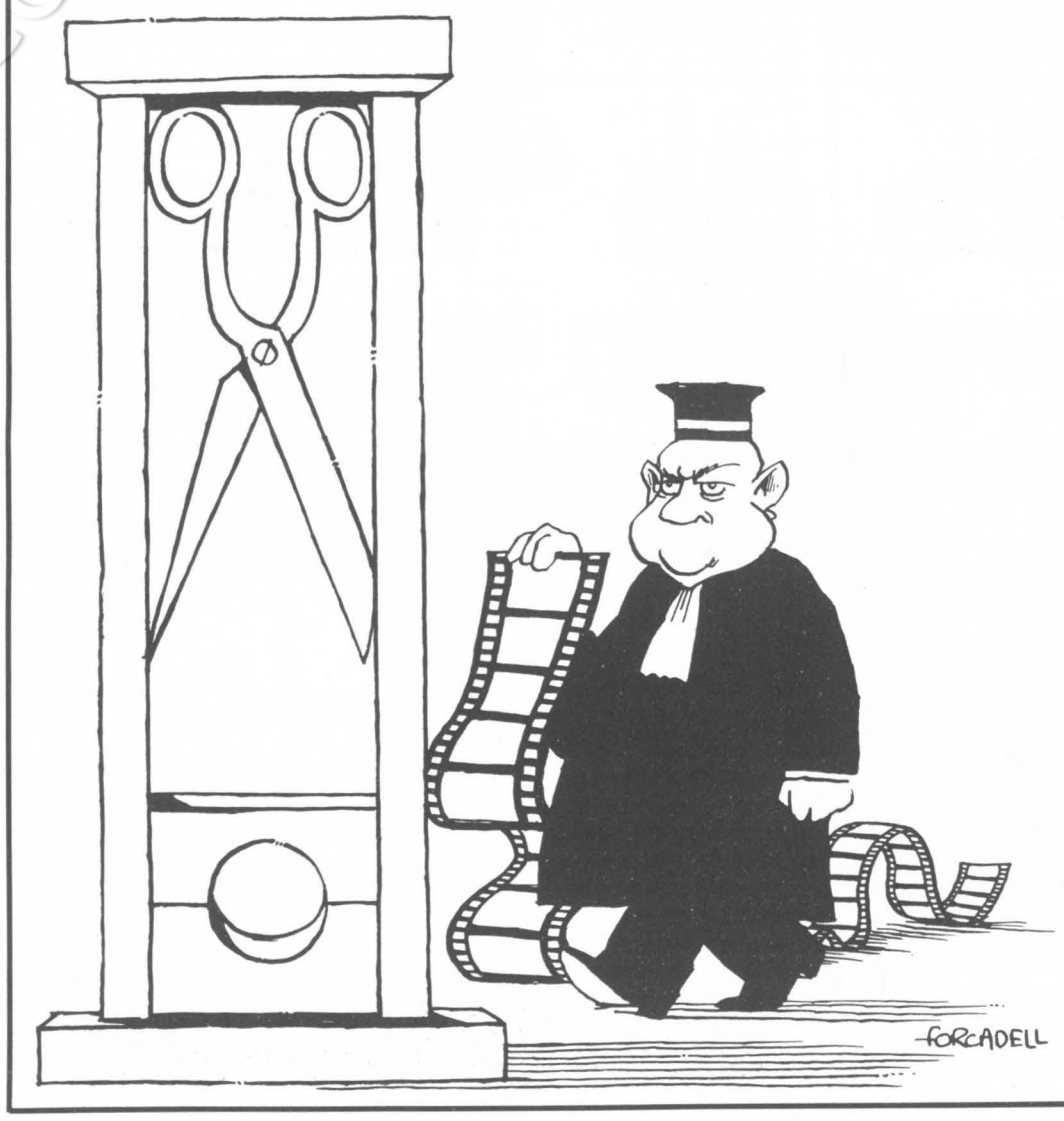
C'est clair, les communistes ont beaucoup de mal à concevoir une presse qui ne soit pas le reflet fidèle de leurs idées. Pour eux, la vérité n'a qu'une facette, la leur. La conception de la presse défendue depuis dix jours par Georges Marchais, Roland Leroy et René Andrieu est celle qui est à l'honneur dans les pays communistes.

Ceux qui parlaient en Mai-68 de l'anarchiste allemand Cohn-Bendit, ceux qui traitaient Tillon, Marty ou Nizan de flics, ceux qui ont rendu compte de manière falsificatrice de la manifestation des femmes du 6 octobre, ceux qui ont passé sous silence la manifestation des intellectuels communistes à l'ambassade de Tchécoslovaquie, ceux qui ont été maîtres dans le domaine de la calomnie, de la falsification, de la campagne de dénigrement, sont bien les derniers à pouvoir donner des leçons !

On a cru, avec le Programme commun, que ces vieilles conceptions avaient vécu. Eh bien, le retour en arrière auquel nous assistons montre que nous nous sommes trompés. ●

(propos recueillis par Michèle Kespi)

Le pull trop rouge



"LE Pull-over rouge », le film de Michel Drach tiré du roman de Gilles Perrault sur l'affaire Ranucci, n'a pas été complètement interdit. Mais ce qui lui arrive ne vaut guère mieux : d'abord, vendredi dernier, la cour d'appel de Paris a ordonné la suppression de quatre séquences de l'œuvre, ensuite, la municipalité U.d.f. de Toulon a, par arrêté, interdit toute projection du film dans la ville ; par ailleurs, les maires de Digne (R.p.r.), Salon-de-Provence (C.d.s.), Marignane (« majorité ») et Plan-de-Cuques (R.p.r.) ont annoncé qu'ils allaient suivre l'exemple de Toulon, enfin, le groupuscule fasciste et clandestin « Honneur et patrie » (qui a déjà revendiqué la mort de Pierre Goldmann) a annoncé au « Figaro » son intention de plastiquer les salles où sera projeté « le Pull-over rouge ».

En quoi le film de Drach est-il scandaleux ? Que dit-il d'inacceptable pour certains ? Rien d'autre que ce qu'avait déjà écrit Perrault : Christian Ranucci a été guillotiné sans que soit apportée la preuve de sa culpabilité. Ceux qui ne veulent pas entendre cette simple vérité se gardent bien de répondre au film sur le fond et s'abritent (dernière hypocrisie !) derrière un autre cadavre qui réclame aussi vérité : celui d'une enfant de huit ans, Marie-Dolorès Rambla, dont le corps a été retrouvé dans un bois, près d'Aubagne, un jour de juin 1974... On ne lave pas un assassinat par un meurtre, fût-il légal et déguisé en procédure judiciaire !

J.-P.L.

Coll. Fondation Jaurès

Dassault : un patronat à géométrie variable

Chez Dassault, comme chez Alsthom, les grévistes ne se battent pas que pour eux. Des milliers de travailleurs ne les quittent pas des yeux



Marcel Dassault.



Manifestation des travailleurs de Dassault, au siège de « Jours de France », le 16 octobre dernier.

PAR CHRISTINE COTTIN

OÙ sont passés les juges d'antan ? Ceux que le patronat aimait tant. Ceux qui, à la première demande des chefs d'entreprise, envoyaient les C.r.s. déloger les grévistes.

En attendant, chez Dassault comme chez Alsthom, les directions en sont pour leurs frais. Mardi dernier, pour la sixième fois, les tribunaux différaient le jugement qui aurait permis d'expulser les travailleurs de l'usine Dassault d'Argenteuil.

Chez les grévistes, on enregistre avec satisfaction, sans pour autant verser dans l'euphorie. Ils savent bien qu'en face on ne leur fera pas de cadeau. Toute l'histoire de ce conflit est là pour le leur rappeler.

Dans les treize usines de la société des avions Marcel Dassault - Bréguet Aviation (A.m.d.-B.a.), la rentrée semble devoir se passer comme les deux dernières années : sans heurt. C'est la routine. Avec son zeste de lassitude, bien sûr, mais du côté de la direction, on ne semble pas y attacher d'importance.

Pourtant, les signes avant-coureurs sont là. Hausses des prix et augmentation des cotisations sociales amputent nettement le budget des quelque quinze mille deux cents salariés de la société A.m.d.-A.b. Les fins de mois deviennent difficiles.

Très vite, la C.g.t. et la C.f.d.t. élaborent un cahier de revendications communes aux treize usines A.m.d.-B.a. Côté salaire, les syndicats réclament une augmentation de 5 % et trois cents francs pour tous. Côté emploi, ils demandent une réduction du temps de travail à trente-huit heures hebdomadaires doublée d'une embauche de mille cinq cents personnes dont trois cents à Argenteuil. En aucun cas, affirment-ils, ces revendications ne mettent en péril l'équilibre financier de cette entreprise. Pour étayer leurs positions, ils rappellent la situation de quasi-monopole de Dassault sur le marché français militaire. Quant aux augmentations de productivité, elles n'ont pas cessé. A effectifs constants, la société A.m.d.-B.a. fabrique presque deux fois plus d'avions qu'en 1974.

Le rôle de détonateur

Sans doute les salariés auraient-ils attendu le rendez-vous avec la direction générale fixé le 4 octobre avant de se lancer dans l'action si deux incidents n'avaient jouer le rôle de détonateur.

A la base d'essai de Cazaux (Gironde), dès le retour des vacances le 31 août, un conflit s'engage contre le recours systématique aux entreprises intérimaires et sous-traitantes. Douze jours plus tard, les forces de l'ordre interviennent. Plein d'amertume, les salariés retournent au travail sans avoir rien obtenu.

Une autre décision patronale va achever de mettre le feu aux poudres. A Saint-Cloud (Hauts-de-Seine), la direction décide d'attribuer des primes entre cinq cents et deux mille francs à trois cent cinquante des trente-cinq mille salariés de l'usine qui ont travaillé sur les prototypes des Mirage 2 000 et 4 000 présentés au salon de l'aviation.

Le bâton, la carotte : une politique qui exaspère les salariés. Dans toute la société, des débrayages se multiplient.

Sans doute consciente d'avancer sur un terrain miné, la direction générale, le 4 octobre, décide de lâcher du lest. D'accord pour un rattrapage des salaires sur l'indice Insee de 2,5 % au 1er octobre et 1,5 % au 1er novembre. A cela s'ajoute une prime occasionnelle de deux cents à deux cent cinquante francs. Quant aux embauches, la direction les limite à cent vingt-cinq pour tout le groupe avec des contrats de quinze mois.

« C'était un début, constatent les syndicats. Mais il était impossible d'en rester là. » Dans plusieurs usines, la pression monte. C'est à Argenteuil que le conflit éclate. Déjà, le 25 octobre, un vote à bulletin secret révèle une légère majorité en faveur de la grève générale. La C.g.t. et la C.f.d.t. préfèrent organiser un nouveau scrutin le lendemain. Sur mille sept cents salariés, plus de mille viennent voter et 70 % des bulletins demandent la grève avec occupation des locaux.

Tentes de cirque !

Depuis, les positions de la direction n'ont pas variées. En revanche, l'usine de Biarritz (mille huit cents salariés) et les ateliers de Saint-Cloud (mille salariés) ont emboîté le pas des grévistes d'Argenteuil. Dans les autres établissements, débrayages et pétitions se suivent. Marcel Dassault, interpellé par les travailleurs, renvoie imperturbablement sur la direction générale. Sans l'obstination de la Justice à refuser de faire expulser les grévistes d'Argenteuil, depuis vingt jours on pourrait croire à un statu quo.

Ici et là, quelques tentatives d'intimidation patronale n'aboutissent qu'à renforcer la colère des salariés. Ainsi à Argenteuil, dès le début de l'occupation, la direction a jugé astucieux de couper l'électricité dans l'usine. Résultat : des fours thermiques et des bains d'acide se sont détériorés. « On a plus de respect pour notre outil de travail qu'eux ! » s'indigne un syndicaliste. Il a fallu l'intervention des élus de gauche pour que le courant soit rétabli.

Les grévistes supportent mal, aussi, les dépenses que la direction n'hésite pas à engager pour éviter d'avoir à satisfaire leurs revendications. Depuis le début de l'occupation de l'usine, deux tentes de cirque verte et blanche ont été plantées sur le parking et sont surveillées par des vigiles avec des chiens. Devant, un panneau invite les non-grévistes à venir s'inscrire. « Minable, constate un délégué C.g.t., Robert Touyeras. Pour le moment, ils ont réussi à faire signer les intérimaires, le personnel des sociétés de service et la maîtrise qui n'a pas le choix. »

Les grévistes sont tranquilles. Ils sont plus de neuf cent cinquante à s'être inscrits pour prendre leur tour de garde dans l'usine. Autour d'eux, la solidarité s'organise. Le Parti socialiste a tenu à affirmer son soutien à ces travailleurs. Le 2 novembre, Robert Bracq, adjoint socialiste au maire, et le 7 novembre, Michel Coffineau, secrétaire national adjoint aux Entreprises (P.s.), ont été reçus dans l'usine occupée.

Conflit en passe de devenir un symbole. Chez Dassault comme chez Alsthom, ce n'est plus seulement pour eux que les grévistes se battent. Ils le savent : à un moment où jamais le patronat n'a été aussi dur, des milliers d'yeux sont braqués sur eux. Ils portent l'espoir de milliers de travailleurs. ●

Avortement, contraception et démographie au Pré-Saint-Gervais

SAMEDI dernier, au Pré-Saint-Gervais, la contraception et l'avortement était à l'ordre du jour. Dans cette petite municipalité du Nord-Est de Paris, le sénateur maire socialiste Marcel Debarge et tous les socialistes de la ville, de la section à la Fédération de Seine-Saint-Denis en passant par le Conseil général, ont pensé qu'à l'approche du débat autour de la loi Veil à l'Assemblée nationale, le temps était venu de faire le point avec les Gervaisiens.

Le matin, confrontation des différentes expériences et pratiques sur le département. Autour de la table, une cinquantaine de militants du Planning familial, des groupes femmes, des partis d'extrême gauche, des syndicalistes et des travailleurs sociaux. Aux côtés de Debarge, Véronique Neiertz, secrétaire nationale aux Luttes des femmes, et François Autain, député socialiste de Loire-Atlantique et médecin depuis longtemps à l'écoute des problèmes des femmes et des couples dans son département.

Au-delà de toutes les divergences, un constat : sans une pression populaire, largement organisée, les députés revoteront la loi Veil avec toutes ses lacunes souvent dramatiques pour les femmes. Rendez-vous était pris pour le 24 novembre, à 14 heures place de la Bastille, au moment même où commencera le débat à l'Assemblée nationale. A terme, l'Assemblée tombait d'accord sur un point : une heure d'éducation sexuelle de temps à autre, plaquée entre un cours de géographie et un cours de mathématiques ne peut rien résoudre. « Il faut une éducation sexualisée, parce que la sexualité fait partie intégrante de la vie à tous les niveaux. »

L'après-midi, débat public au groupe scolaire Jean-Jaurès. Un invité de marque, le professeur Milliez, venu répondre aux Gervaisiens en tant que médecin, catholique et père de six enfants. « J'ai vu mourir des dizaines de femmes à la suite d'avortements clandestins, a-t-il rappelé, c'est pourquoi un jour j'ai pensé qu'il y avait une trop grande hypocrisie à laisser mourir des femmes au nom du respect de la vie. »

Beaucoup de questions sur les délais au-delà desquels il ne pourrait plus s'agir d'avortement mais d'infanticide. « Dans l'état actuel de la science, un fœtus ne devient viable qu'au-delà du sixième mois de grossesse. Avec son projet de loi, le Parti socialiste reste bien en deçà », a rappelé Véronique Neiertz. En portant le délai à quatorze semaines, le P.s. veut simplement donner aux femmes la chance d'éviter un coûteux voyage à l'étranger rendu inévitable par le manque de structures d'accueil en France et la lenteur des démarches imposées.

A la fin de la journée, une évidence s'imposait : sans doute, la démographie pose des problèmes. Mais jamais on ne réussira à convaincre les femmes de faire des enfants par devoir d'Etat. « Au Pré, nous sommes obligés de refuser presque une demande sur deux de familles qui veulent des logements plus grands parce qu'elles n'en ont pas les moyens », a dénoncé Marcel Debarge. Et de rappeler les difficultés financières des ménages, le manque d'équipements collectifs, les difficultés des transports, le manque de temps pour vivre, tout simplement. Sans parler de l'optimisme profond et de la confiance en l'avenir qu'implique la venue d'un enfant et qui semblent tellement manquer aux Français pour le moment.

C.C.



Marcel Debarge, le professeur Milliez et Véronique Neiertz.

Frileuse Hongrie

Malgré - ou à cause - d'un bilan "globalement positif", le socialisme hongrois reste frileux et prudent. Les Magyars ont de la mémoire !

PAR GUY PERRIMOND

De notre envoyé spécial

Budapest est la capitale d'un pays frileux. Avant le froid, le vrai, celui de l'hiver, ici on surchauffe les locaux : les économies d'énergie, même si tout le monde en parle, ne sont pas de mise. Et malgré le dégel politique qui depuis longtemps est une réalité, les Hongrois demeurent prudents, presque humbles, discrets. Ils se savent vulnérables, politiquement et économiquement et, tenant à ce qu'ils ont acquis, ne veulent pas d'un mot de trop ou par une décision inconsidérée le mettre en cause.

Les acquis ? Tout d'abord « la marchandise ». A Budapest ou en province les magasins sont bien approvisionnés, le choix est réel, même si pour un Occidental une bonne partie des objets peut, parfois, sembler frustre. Les acquis ce sont les voitures, les embouteillages, des possibilités d'achats qui font que les Hongrois épargnent beaucoup moins que les habitants des autres pays de l'Est. Les acquis ont d'abord un aspect « capitaliste » qui rend envieux les touristes des autres pays du Comecon qui viennent acheter ici ce qu'ils ne trouvent pas chez eux.

Mais c'est aussi une liberté de ton, une certaine nonchalance qui contraste avec l'air sévère de la ville. Ici, les « histoires » sont souvent officielles, racontées sans complexe, imprimées dans les journaux. Et la franchise ne s'embarrasse que rarement de diplomatie. Certes il y a quelques sujets réservés, mais il suffit de passer de l'affirmation à l'interrogation pour pouvoir tout dire. Et pour que l'on admette les difficultés sans les attribuer à des causes mythiques.

Dans l'océan trop gris des pays du « socialisme existant », la Hongrie fait figure d'îlot relativement protégé et prospère. On comprend que personne ne souhaite remettre en cause les aspects « positifs » du bilan. Ce qui explique la prudence des uns et des autres.

Premier tableau : les économistes. En juillet le gouvernement a décidé d'augmenter — de libérer parfois — les prix de toute une série d'articles. Une hausse moyenne — et brutale — de 9 %, avec, parfois, des pointes de 30 %. Et ce n'est pas fini. En janvier une nouvelle série de hausses interviendront, suivie, quelques mois plus tard, par une troisième tranche. Au total, « l'inflation », qui ressemble à celle des pays occidentaux, sera par an à deux chiffres, ce qui n'est pas sans poser quelques problèmes aux salariés... et aux autorités.

Mais le discours officiel — et la pratique suit le discours — est sans ambiguïté : « Jusqu'à présent nous n'avons procédé qu'à des modifications partielles de notre système de prix. Au cours de l'année 1980 interviendront des changements fondamentaux : nous nous alignerons sur les prix du marché mondial. » Le réalisme ne s'arrête pas là. « Il faut modifier nos structures de production. Notre industrie est constituée de quelques entreprises dont la productivité, la qualité et les prix sont d'un niveau international ; d'autres peuvent atteindre ce niveau sans grand effort d'investissement. Puis il y a celles qui sont trop retardataires. Quelques-unes devront être conservées pour des raisons politiques, d'équilibres régionaux. Les autres devront faire place nette. » On croirait entendre un haut fonctionnaire français ! C'est que le temps de la reconversion est arrivé, accompagné par le « redéploiement » et l'insertion dans le marché mondial.

Alliant leur réalité géographique, leur taille — peu de responsables omettent de rappeler que « nous ne sommes que dix millions » —, les Hongrois utilisent la crise internationale comme prétexte, en profitent, sans le dire, pour régler quelques vieux comptes avec leur passé. La crise, officiellement, c'est d'abord l'augmentation du prix des produits énergétiques et, en premier lieu, du pétrole. Certes le discours officiel oublie de rappeler que les pays du Comecon détiennent près de la moitié des ressources énergétiques mondiales et que la Hongrie en particulier est relativement bien fournie en pétrole, en gaz et qu'elle dispose de charbon — même si les conditions géologiques sont peu favorables !

Mais, l'Union soviétique — le gros fournisseur de l'ensemble — alignant peu à peu ses prix sur les cours internationaux, il est évident que les achats énergétiques pèsent lourd dans la balance commerciale. Et si on leur ajoute les autres matières premières et surtout les équipements et les produits de consommation, il est logique que la Hongrie pense d'abord à accroître ses exportations.

Une belle leçon de réalisme

« Frileux », les Hongrois oublient les autres motifs de déséquilibre. Car ceux-ci sont internes et leur conséquences sont directement politiques. Tout d'abord la productivité : « L'Etat fait semblant de nous payer, on fait semblant de travailler. » Et du journaliste au paysan tout le monde tente de trouver un deuxième « travail », le plus souvent effectué sur le temps du premier, de bricoler, bref d'utiliser sa force et son temps de travail inemployés pour obtenir un revenu total compatible aux prix et aux marchandises disponibles. Et l'Etat, réaliste, tient compte de ce travail marginal. Les statistiques indiquent le poids des lopins individuels dans la production agricole globale : 50 % pour le porc — la viande la plus consommée — 35 % pour les œufs, 50 % des légumes, 100 % pour le miel, 20 % pour le lait et les fruits, etc.

Or les niveaux de productivité ne sont pas simplement fonction de la formation du personnel et des technologies employées. Il y a le salaire et le rapport au travail qui, dans une économie étatisée, passe par le rapport au régime. « Frileux », les économistes hongrois se taisent. Mais le Parti décide. Et début octobre la grille des salaires en vigueur depuis les années cinquante a été supprimée. Les responsables d'entreprises ont retrouvé le sourire : « On pourra enfin payer les gens selon la valeur ajoutée, la qualité et la quantité de travail fourni. De l'égalitarisme à l'égalité. » Ce qui, dans un premier temps, va passer par une différenciation des revenus.

Budapest. Une banlieue industrielle comme il en existe un peu partout en Europe. Une usine « efficace », des chaînes, des salariés sans grande qualification et des ingénieurs performants. La parcellisation du travail existe ici aussi. Sur le salaire directement perçu l'écart va de un à sept. Cette « inégalité » est tempérée par le salaire social — vacances, enfants, sport, culture —, accrue par les avantages en nature qui sont, d'abord « hiérarchiques ». Demain la différence va s'accroître : « derrière un revenu il doit y avoir un travail ». L'indication est claire. Tout comme le raisonnement qui la sous-tend. Car, sans le dire les économistes et les politiques hongrois comptent sur la refonte du système des prix pour atteindre des niveaux de productivité acceptables : pour se procurer les marchandises disponibles les Hongrois pourront travailler — enfin persifleront quelques-uns — en étant assurés de voir leurs gains personnalisés. A la période égalitariste correspondait des salaires bas, figés, l'émulation étant d'abord idéologique. Les résultats sont douteux.

Or le remède appliqué fait parfois frémir : prix alignés sur le cours mondial, salaires « ouverts », spécialisation, reconversion. Comme l'affirmait un économiste « nous avons mesuré le coût social de l'opération, mais il n'y a pas d'autres solutions ». Difficile à prendre pour un bulletin de victoire ! En revanche c'est une belle leçon de réalisme.





Budapest est la capitale d'un pays « raisonnable ». Passants nonchalants, cafés et brasseries bondés, horaires de travail décalés. La multiplication du travail posté est significative d'une intensité de l'exploitation — il n'y a pas d'autre mot — à peine tempérée par le « salaire social » et par la moindre intensité du travail.

Un feu rouge suffit pourtant : grosses Mercédès cotoyant de toutes petites voitures. La différenciation des revenus est, en dehors du secteur salarié, réelle. Commerçants et professions libérales ont été les premiers bénéficiaires du réalisme gouvernemental. Car à faire fonctionner la distribution et certains services, cette plaie du système soviétique, pourquoi ne pas utiliser l'initiative personnelle ? Les gérants — ou propriétaires — de magasins, les artisans ont été parmi les premiers bénéficiaires des réformes des années soixante. Ici, il n'y a pas que les cadres de haut niveau qui ont des revenus importants. Pour faire tourner la machine, une couche sociale a été utilisée. C'est que le socialisme monolithique, s'il a su élaborer les outils d'une planification industrielle, se fondant — centralisation oblige — sur le quantitatif, le nombre, le poids plutôt que sur le qualitatif s'est révélé incapable d'assurer dans de bonnes conditions l'autogestion de la distribution. Et les Hongrois ont appliqué, plus qu'ailleurs, la seule formule possible dans ces conditions : le retour au profit. Qu'il s'agisse d'une entreprise ou d'un particulier.

Le résultat est visible à l'œil nu : les marchandises circulent et les revenus se diversifient. Ce qui ne posait pas de question majeure tant que les prix étaient « politiques », l'alimentation — les Hongrois aiment manger et boire — assurée à bas prix, les loyers très bas.

« Nous n'arrivons pas, au prix actuel des loyers, à amortir nos investissements. » C'est le maire d'une ville nouvelle réussie qui parle. Les bâtiments sont souvent neufs et la main du premier magistrat les caresse avec amour. Sa ville il l'aime. Pas seulement pour la trace qu'il laissera, mais pour tout ce qu'elle a représenté pour lui. Il est fier des logements construits, des équipements réalisés, d'un gigantisme évité.

Demeure qu'à vouloir tenir des années durant des prix politiques, des loyers trop bas, on se retrouve avec des logements trop petits, des surfaces disponibles insuffisantes pour les normes souhaitables. La mauvaise utilisation des crédits — en particulier la faiblesse des taux de remboursements — a limité les possibilités. C'est que la théorie, durant longtemps, niait l'inflation, se refusait à utiliser à plein un outil typiquement capitaliste. Dès lors les choix se réduisaient. L'investissement total possible étant réservé en priorité à l'industrie, l'Etat, les municipalités et les entreprises avaient moins à consacrer au logement. Les revenus des investissements immobiliers étant trop faibles pour reproduire de nouveaux investissements, le choix s'est réduit. On a construit moins de logements, mais surtout on les a construit plus petits. Et les Hongrois ont appris la patience.

Il semble que ce soit une des qualités majeures de ce peuple. Mais une qualité durement apprise tout au long de son Histoire. Celle-ci ayant encore un goût d'actualité : 1956 n'est pas loin. Il suffit de les interroger sur le « nationalisme ». Théoriquement c'est presque un vilain

défaut, très proche du chauvinisme. Pourtant lorsqu'il s'est agi de créer un hebdomadaire consacré à la politique étrangère un des dirigeants du parti a conseillé au futur directeur de glisser le mot « Magyar » (Hongrois) dans le titre. Pour plaire aux lecteurs. Belle preuve d'internationalisme. Mais ça a marché !

Interrogé sur la politique extérieure, les Hongrois ne manquent jamais d'expliquer que leur gouvernement a une politique nationale, que la communauté socialiste n'exclut pas une certaine personnalité. Si l'on poursuit, provoque, parlant de la Roumanie, la réponse est nette : « Les Roumains ont une politique étrangère nettement différente, c'est vrai. Mais pour quel résultat ? Vivent-ils mieux que nous ? Si leur résultat économique et leur liberté équivalaient les nôtres, croyez-vous qu'ils pourraient tout avoir ? » La théorie de la souveraineté limitée trouve ici sa réalité concrète : si vous êtes capable d'avoir du beurre, allez-y. Mais n'oubliez pas qu'il est impossible de tout avoir. Et réalistes, les Hongrois étalent du beurre sur leurs tartines, en espérant qu'un jour prochain la logique des choses, du marché mondial et de la division internationale du travail leur permettra de voir et de dire les choses autrement.

Déjà 50 % du commerce extérieur se fait avec les pays capitalistes. Certes les responsables du commerce affirment que la restructuration du système des prix ne modifiera pas les courants d'échange avec l'U.r.s.s. C'est possible. Mais l'ouverture d'un pays sur le monde, sur les grands vents du libre échange ont toujours eu des conséquences culturelles et politiques. Ce n'est pas pour demain ? Peut-être, mais après-demain n'est pas très loin. Visas plus faciles à obtenir, jounaux un peu moins conformistes, une culture vivante. Budapest est une ville où il semble que les gens commencent à pouvoir dire non. Un non timide, réservé à certains domaines, mais un non réel. La Hongrie commence à apprendre que tout système a ses marginaux et que la répression, même voilée, ne règle pas grand chose. Ici le parti est partout présent. Dans l'organigramme des coopératives agricoles, dans les entreprises. Le secrétaire du comité de parti n'est peut-être plus celui qui décide de tout, mais il est toujours là, un brin agitateur, un zeste assistante sociale, une bonne dose de contrôleur. Bref, le parti est là, seul responsable, officiellement porteur des espoirs de toute une société. Là, la société civile n'a qu'une existence réduite, quadrillée par un parti qui n'ose même pas admettre sa propre diversité. Certes, on explique que le parti doit être sa propre opposition. Beau sophisme qui admet la nécessité de pluralisme sans admettre sa possibilité.

Budapest a vu ses habitants dire non. Puis se taire. Puis, à nouveau murmurer. Si l'on affirme par exemple que les salariés n'ont pas apprécié les dernières augmentations de prix, on tempère la remarque : « Ils ont accepté, mais sans joie ! » Difficile de faire admettre — ce qui est pourtant évident— que le mécontentement est réel. Tout comme avec les intellectuels, le parti a admis un refus poli, à condition que le refus n'ait pas de conséquences pratiques. Le « non »pour l'instant se situe à un autre niveau. Chez ce footballeur célèbre qui vient de renoncer à son sport, d'ouvrir un restaurant qu'il a baptisé, en toute simplicité, « le Profit ». Ou chez ceux qui, inquiets pour l'avenir — l'économie n'est pas très solide et une série de revers à l'exportation posera de sérieux problèmes —, admettent sans fard quelques-uns des maux de la société. Car quelquefois dire c'est déjà critiquer.

Budapest est une ville ambiguë : austère mais belle, austère mais vivante, parfois grise et souvent gaie. C'est que le Hongrois, c'est bien connu, chante des chansons tristes lorsqu'il est gai et des chansons gaies lorsqu'il est triste. Ce qui est somme toute, banal. Mais l'ambiguïté va plus loin. « Le socialisme du goulash » — l'expression est de Nikita Khrouchtchev — a quelques réussites à son actif. Mais s'il est, vraiment, la pointe avancée du « socialisme existant » on en arrive parfois à se demander si vraiment le jeu en valait la chandelle. Puis dans un escalier de musée, il y a un groupe d'adolescents, sur un trottoir une bande d'enfants, quelques sourires, des regards sans problème. Il y a la bonne santé, tout ce qui est à la fois reflet de la réalité et piège profond. Et l'on se dit que le socialisme c'est, d'abord, un pays sans « grand frère », un pays au tissu social structuré où un seul parti n'est pas le seul acteur de l'Histoire. Où l'on ne remplace pas un mythe par un autre, où la loi n'est qu'un code de bonne conduite, l'ultime garde-fou. « Sais-tu d'où nous sortons », me disait un Hongrois pour tout expliquer — ou presque. Que lui répondre si ce n'est : « Ce que je sais c'est où nous, Français, voulons aller. » ●

L'Europe et le pot au lait

PAR CLAUDE ESTIER

LA formule a fleuri de nouveau ces jours-ci dans plusieurs journaux. A force d'avoir été employée depuis vingt ans, elle tient davantage du cliché que de l'analyse. Il est vrai que les chefs d'Etat ou de gouvernement des Neuf vont se retrouver à la fin de ce mois à Dublin dans une atmosphère de crise. Mais ce ne sera ni la première ni la dernière fois.

Pour approcher de la réalité, il faudrait d'abord écrire crises au pluriel. Car il y en a plusieurs de nature différente, les unes d'ordre structurel, les autres plus ponctuelles.

La Communauté économique européenne souffre d'abord d'une faiblesse fondamentale qui se traduit par son incapacité à affronter par une politique commune les conséquences de la crise mondiale du capitalisme, en particulier l'inflation et le chômage qui atteignent gravement chacun des pays membres. Le mal est général, mais il n'y a aucun véritable effort commun pour définir des remèdes, chaque gouvernement préférant s'enfermer dans ses propres statistiques pour tenter de démontrer à l'opinion publique qu'il s'en sort mieux que le voisin.

La part de tactique politique

Cet égoïsme national qui sape à la racine toute tentative de politique communautaire trouve une illustration spectaculaire dans le domaine énergétique et notamment à propos du pétrole. Le Premier ministre français vient de lancer un appel à la responsabilité, d'une part, des pays producteurs, d'autre part, des pays consommateurs, c'est-à-dire en particulier ceux de l'Europe occidentale, afin d'éviter au monde, a-t-il dit, de « s'acheminer vers un désastre ». On voit très bien la part de tactique politique qui entre dans un tel appel. Le gouvernement français a constamment tenté de faire croire que les échecs accumulés de sa politique économique étaient dus à peu près exclusivement au renchérissement du prix du pétrole, ce qui est une thèse insoutenable. Il n'en reste pas moins vrai qu'il y a un problème du pétrole et qu'il atteint de plein fouet la Communauté européenne dans son ensemble. Celle-ci en a-t-elle pour autant conclu à la nécessité d'une politique commune dont l'un des éléments serait par exemple le contrôle du comportement — et des fabuleux bénéfices — des compagnies pétrolières ? Nullement. Avec les autres pays industrialisés (Etats-Unis, Japon, etc.) les Etats européens se sont contentés de s'engager, il y a seulement quelques mois, à réduire leur consommation d'énergie. Ce qu'aucun d'eux, pas plus la France que les autres, n'a fait sérieusement. Là encore, chacun agit pour son propre compte. La Grande-Bretagne fait bande à part, en estimant qu'à partir de l'année prochaine elle sera en mesure de couvrir elle-même la quasi-totalité de sa consommation pétrolière ; l'Allemagne fédérale, riche en devises, paie le pétrole à des prix prohibitifs sur ce fameux marché libre de Rotterdam plus florissant que jamais en dépit des affirmations répétées dans toutes les instances de la C.e.e. d'y mettre bon ordre. Voilà, si l'on ose dire, un dossier brûlant sur la table du prochain conseil européen de Dublin.

Un autre est évidemment celui de la politique agricole commune qui est revenue sous le feu des projecteurs à la suite des votes intervenus la semaine dernière à l'Assemblée de Strasbourg. Disons tout de suite qu'il est pour le moins surprenant que certains se soient montrés surpris par ces votes et par leurs conséquences. Il était prévisible depuis longtemps que la majorité du nouveau Parlement européen élue en juin au suffrage universel saisirait la première occasion, en l'occurrence le débat budgétaire, pour engager une offensive de grande envergure contre une politique agricole vivement combattue par les Britanniques mais également sérieusement contestée par les Allemands, les Italiens et les pays du Bénélux.

Les amendements du socialiste hollandais Piet Dankert, concernant en particulier la politique laitière, ont constitué le véhicule de cette offensive menée avec habileté. Les parlementaires français ont été unanimes à Strasbourg à voter contre l'augmentation de la taxe sur le lait en raison des incidences graves qu'elle aurait sur la situation des petits et moyens producteurs de notre pays. Mais cette unanimité ne saurait faire oublier la responsabilité qu'ont prise les députés membres de la majorité, ceux de l'U.d.f. notamment, en cautionnant le laxisme de Valéry Giscard d'Estaing qui a compromis la défense de la politique agricole le jour où il a donné son accord au chancelier Helmut Schmidt pour refuser toute augmentation des ressources propres de la Communauté.

Car il y a là un vrai problème que l'on ne peut résoudre en le niant. Les dépenses pour la politique agricole représentent aujourd'hui les trois quarts du budget de la Communauté qui, pour 1980, s'élèvera à un peu plus de cent milliards de francs. Or les recettes de ce budget ne sont pas extensibles, puisque, tant qu'une révision n'est pas décidée, elles ne peuvent dépasser le plafond de 1 % de la T.v.a. perçue dans chacun des Etats membres, plafond qui sera atteint l'an prochain. Dans ce cadre rigide, le gonflement constant des dépenses agricoles freine ou même rend impossible le développement d'autres politiques communes pourtant indispensables, par exemple en matière d'emploi, de reconversion industrielle ou de recherche d'énergies nouvelles. Il y a une sorte d'aberration à s'interdire ainsi toute action dans des domaines vitaux pour l'avenir des pays de la Communauté, alors que dans le même temps on engloutit des sommes considérables pour soutenir des productions excédentaires. Il faut savoir par exemple qu'en 1979 trente milliards de francs auront été consacrés à financer la garantie d'achat à un prix minimal donnée à tous les producteurs de lait qui ne trouvent pas preneurs sur le marché.

S'ils ont refusé que ce problème soit tranché brutalement par la voie budgétaire — car il n'y a aucune raison que les petits agriculteurs français fassent les frais d'une politique irréfléchie —, les socialistes français ne considèrent pas pour autant l'actuelle politique agricole commune comme une « vache sacrée ». Ils sont tout à fait prêts à accepter un débat sérieux qui pourrait conduire à en modifier les orientations. Ils ont même à ce sujet élaboré un certain nombre de propositions dont Jacques Delors a rappelé à Strasbourg qu'elles reposent sur quatre principes : l'unité de marché ; la préférence communautaire (souvent violée, notamment par les Britanniques) ; la solidarité financière entre les pays et entre les différentes catégories de producteurs ; une politique commerciale commune qui fasse que la communauté existe et qu'elle ne soit pas soumise à la loi du dollar et des multinationales américaines.

Le « sommet » européen de Dublin est-il disposé à s'engager dans cette voie ? C'est peu probable. Le gouvernement français pour sa part semble vouloir se contenter de se prononcer pour le rejet des amendements Dankert en arguant du fait que le Parlement européen a outrepassé ses pouvoirs puisque, par ce biais, il a modifié les orientations de la politique agricole commune, ce qui est de la seule compétence des gouvernements. Une crise institutionnelle serait ainsi ouverte sans pour autant que le problème de l'équilibre du budget de la communauté se trouve réglé.

Dangereuse tension

Il est certain que l'on n'atteindra pas le nécessaire esprit communautaire par une succession de manœuvres où chacun des quatre grands pays membres chercherait à placer les autres ou l'un des autres en situation difficile. A cet égard, même s'ils n'ont pas tort de juger leur contribution financière excessive, la position des Britanniques est criticable et celle des Allemands n'est pas sans reproche. Mais la vérité oblige à dire que le comportement incohérent du gouvernement français est l'un des principaux facteurs de la dangereuse tension qui règne aujourd'hui au sein de la Communauté. ●

L'attitude du pouvoir giscardien à l'égard de l'Europe, caricaturée par

d'après SAVIGNAC

Petites annonces

OFFRE D'EMPLOI

Paris - Recherchons informaticien analyste-programmeur. Matériel actuel Burroughs B 80.
Envoyer candidature à Michel Petit, Sté Civa informatique, 26 rue d'Athènes, 75009 Paris.

La mairie de Brest organise un concours sur titres en vue du recrutement du médecin-directeur du bureau d'hygiène municipal.
Ce concours est réservé aux titulaires du diplôme de docteur en médecine et du certificat d'études supérieures de médecine préventive, santé publique, hygiène.
Clôture des inscriptions : 26 novembre 1979 à 17 h.
Documentation fournie par le bureau du personnel à la mairie de Brest, 29279 Brest-Cédex.

Ville de Meaux (77100) 45 000 habitants, recrute :
1°) un attaché communal ou un agent communal ayant vocation à ce grade (chef de bureau, rédacteur, etc.) pour seconder le chef de bureau des services comptables. Bonne connaissance de la M 12 exigée.
2°) un rédacteur.
Adresser candidatures et curriculum vitae à M. le maire de Meaux.

Groupe des élus socialistes, mairie d'Arles (13200 Arles), recherche chef de Cabinet, niveau licence, attaché communal.
Ecrire Mairie d'Arles, 13200 Arles, à M. le président du groupe des élus socialistes et radicaux de gauche.

DEMANDE D'EMPLOI

Homme, maîtrise sciences économiques, diplôme 3e cycle de l'Institut d'Aménagement régional d'Aix-en-Provence, expérience études socio-économiques, 28 ans, militant socialiste, célibataire, cherche poste chargé d'études dans les domaines, soit de l'aménagement du territoire (Etat, collectivités locales), soit de l'information et la prévision économiques de l'entreprise. Etudiera toute proposition.
Ecrire à Yves Gueydon, 28, rue Thimonier, 69550 Amplepuis. Tél : (16-74) 64.34.17.

Camarade artiste plasticien cherche poste(s) professeur ou animateur dans une ou plusieurs M.j.c. ou collaboration aux activités culturelles ou non du Parti. Région parisienne. Couverture Sécurité sociale, 20 h hebdomadaires maximum.
M. Dosfmann. Fédération Seine-Saint-Denis, 844.57.98 (sauf vendredi).

IMMOBILIER

Cherche petit terrain région Combourg Saint-Malo (municipalité socialiste) pour jeune couple. Offre à M. Bourneuf, 35270 Combourg, qui transmettra.

Le Théâtre Epique
présente

« LES CAPRICES DE MARIANNE »
d'Afred de Musset
du 14 novembre au 1er décembre
tous les soirs à 20 h 30 sauf le mardi
à la Cité internationale
Auditorium Deutsch de la Meurthe
37, boulevard Jourdan
à Paris.

Metteur en scène : Jean-François Charlier.

Il suffit de casser le pont !

La passerelle des Arts a perdu son tablier sous la poussée d'une énorme péniche. Dès le lendemain les travaux de démolition commençaient ...



Pascal Lebrun

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

LE vent frippon ne soulèvera plus le jupon de Prudence... Georges Brassens — et beaucoup d'autres, chantres et peintres de ce pont au charme désuet — doit être bien marri : la passerelle des Arts rend l'âme. Pour de bon. Elle a perdu son tablier, sous la poussée peu amicale d'une énorme péniche, le 29 octobre. Dès le lendemain, les travaux de démolition commençaient : ça n'a pas traîné. Dernier épisode d'un long combat mené contre elle avant même son édification.

L'objet était alors révolutionnaire : premier pont en fonte construit en France, le troisième au monde après ceux de Coalbrookdale et de Sunderland, en Angleterre, la passerelle des Arts est un prototype remarquable de l'architecture métallique. On comprend que ses contemporains l'aient beaucoup dénigrée malgré son extraordinaire succès auprès de la population parisienne. Imaginez le Beaubourg de l'époque, 64 000 visiteurs le jour même de son ouverture, le 24 septembre 1803. Il en coûtait pourtant un sou pour y accéder, ce qui n'a pas empêché la buvette installée au beau milieu de prospérer : c'était un lieu romantique de promenade entre les orangers, avec des odeurs de rose, d'héliotrope et de jasmin, devant l'un des plus beaux paysages urbains du monde, le bassin du Louvre.

Une péniche qui tombe à pic...

Les attaques contre le pont se firent plus ardentes avec le développement inattendu du commerce fluvial lorsque, dans la seconde moitié du siècle, la Seine et son bassin furent canalisés. L'étroitesse des arches — 18,50 m — est déjà critiquée et toutes sortes de projets voient le jour. Le plus fantaisiste imaginait un aqueduc orné de gigantesques jets d'eau. Le plus sérieux, dans l'alignement de la rue de Rennes pour la fameuse voie Nord-Sud qui ressort périodiquement des cartons, inventait un pont en « X ».

Puis vinrent les projets de voie express rive gauche. Sous la pression conjuguée du service de la voirie, du service de la navigation et des intérêts des grosses sociétés de transport fluvial, le pont des Arts avait alors déjà bien failli disparaître. Une péniche, en 1971, heurte sa deuxième pile, celle même qui, dix ans plus tôt, avait été ébranlée et qui, huit ans plus tard... En 1975, la Préfecture ferme la passerelle aux piétons, dans l'espoir sans doute de la voir oubliée. On ne l'entretient plus du tout. Ce qui explique l'état défectueux de certaines pièces de fonte.

L'accident du mois dernier vient à point. D'abord pour la mairie, à qui appartient le pont. La décision de démolition avait été prise, les premiers crédits votés par le Conseil régional (7,7 millions à ajouter aux 4 millions de subvention accordés par le ministère des Transports ; manquaient encore plus de 14 millions de francs) mais la péniche maladroite tombe à pic pour éviter de désagréables remous autour d'une démolition à froid : c'est que le maire ne tient pas à perdre quelques précieuses voix écologistes.

Le Port autonome, établissement public, y trouve aussi son compte. Il doit, avec l'aide du service de la navigation, gérer les ponts de Paris, mais a la fâcheuse habitude de les voir plus du dessous que du dessus : sa première et quasi unique préoccupation est de permettre le passage des pousseurs, ces trains de péniches impressionnants qui se plaignent depuis des années d'être gênés par la passerelle : sous ses arches étroites, les bateaux doivent amorcer une manœuvre délicate pour aborder le Pont-Neuf, aux arches tout aussi étroites.

Les grandes compagnies de pousseurs revendiquent régulièrement la mise au gabarit international de la Seine ; ce qui suppose la démolition des plus beaux et plus vieux ponts de Paris : Pont-Neuf, pont Marie, Pont-Royal et pont Saint-Michel. Et il se trouve que les dirigeants des grosses flottes de pousseurs rencontrent au Port autonome de Paris des oreilles attentives. Jacques Trorial, ancien trésorier national de l'U.d.r., accumule depuis sa nomination, en 1970, à la présidence du Port autonome, les présidences d'associations diverses liées à la navigation fluviale, en particulier celle du comité des armateurs fluviaux, gens qui n'ont rien à voir avec la petite batellerie traditionnelle.

La puissance de ce monde est en général insoupçonnée. Par exemple, il a réussi à faire fonctionner un port pirate devant le quai Blériot. Et ce depuis l'hiver 1971. Les riverains du quai, qui ont découvert le pot-aux-roses et se sont pourvus en justice, viennent seulement d'obtenir satisfaction. Il s'agissait de la C.g.p.v.n. (Compagnie générale de poussage sur voies navigables), l'une des plus grosses flottes fluviales. Précisons que l'autorisation d'exercer lui avait été délivrée en 1974 — par le directeur du Port autonome et le directeur régional de la navigation, une seule et même personne — une fois le scandale largement dénoncé, le ministre de l'Environnement ayant interdit les manœuvres nocturnes en août 1971 ; interdiction dont le port ne tint aucun compte. Pourquoi se gêner ?

La peau de la passerelle

Ils voulaient la peau de la passerelle ; ils l'ont. Ce que les Parisiens vont avoir, eux, reste encore caché dans les cartons de l'Apur (Atelier d'urbanisme de la Ville). Sans doute cela vaut-il mieux car la sortie au grand jour de ce projet monstrueux risque de faire du bruit.

L'Apur avait reçu des ordres précis : que l'opinion n'ait rien à dire mais que les pousseurs puissent passer. D'où un compromis grotesque : un pont « presque identique » c'est-à-dire en acier, et non plus en fonte, avec sept arches au lieu de neuf. Non seulement il est absurde du point de vue technique de construire en acier un ouvrage d'aussi faible portée mais le dessin des arches va s'en trouver fondamentalement modifié, d'une forme plus écrasée, plus lourde. Quant aux petits détails qui faisaient le charme de la construction, ils vont disparaître.

Vu de loin, ça passera peut-être, mais ce pastiche honteux — les architectes ont travaillé sur photos et n'ont même pas pris la

peine de consulter les documents de fabrication — va défigurer un site remarquable. « Il faudrait prendre conscience de cet espace exceptionnel, cette collection de façade, expression parfaite de la royauté et surtout éviter l'erreur de construire un faux dans ce cadre unique du monde », plaide François Beaudoin, conservateur du musée de la Batellerie à Conflans-Sainte-Honorine. Et François Loyer, architecte fervent admirateur de la passerelle, de citer le cas du pont du Carrousel, théoriquement inspiré du Pont-Neuf « plaqué pierre mais en fait un pont en béton, qui ne trompe pas » !

Les défenseurs du pont souhaitaient bien sûr sa restauration. On leur disait alors : « Impossible ». En réalité, les forges de l'Orne qui moulèrent les assemblages extrêmement simples de la passerelle avaient été capables de refaire les pièces à l'identique. Leur plaidoyer mettait en avant que ce vétéran de la charpente métallique avait su faire sa place dans le cœur des Parisiens comme l'un des rares cheminements piétonniers du cœur de la capitale. Ils faillirent être suivis en 1973 lorsqu'un conseiller de Michel Guy demanda son classement comme monument historique : les objections furent si nombreuses parmi ces académiques défenseurs des vieilles pierres — il est vrai que de pierre le pont des Arts ne compte que ses piles — que la passerelle fut seulement inscrite à l'inventaire. Donc laissée sans protection. La discussion serait peut-être différente aujourd'hui, les pontes commençant à peine à prendre en compte le patrimoine du XIXe siècle.

Aux mains des technocrates

Les amoureux du pont des Arts se replient donc aujourd'hui sur une nouvelle proposition : conservons au moins une arche de la passerelle pour le futur musée des techniques de la Villette et construisons autre chose. Encore faudrait-il ne pas se réveiller lorsque la dernière restera debout : celle-là, devant l'Institut, est un faux, refaite lors de la reconstruction du quai, à la fin du XIXe.

Quant à la proposition de François Loyer, « pourquoi pas une passerelle très légère en acier », elle comporte des risques. D'abord, parce que les Ponts-et-Chaussées qui nous ont fait cadeau de ponts modernes depuis une dizaine d'années n'ont guère à se féliciter. Exemple : pont de l'Alma, sa lourdeur exemplaire et son zouave ridicule. Jetez aussi un œil sur le pont de Solférino, autrefois en fonte. Ou sur le pont Saint-Louis qui relie l'île Saint-Louis à l'île de la Cité. Bel exemple que celui-ci : le cahier des charges ordonnait la construction d'une passerelle pour piétons. Le projet de Paul Maymont dessinait un charmant jardin suspendu. C'est une arche métallique lourde et quelconque qui a été choisie, avec trottoirs, interdite aux voitures par la grâce de quelques « bittoniaux » qu'il suffira de faire sauter le jour où on décidera de rendre le lieu à la circulation...

Cette histoire donne l'idée du danger de réclamer de nouvelles études pour la passerelle des Arts : l'histoire de l'urbanisme parisien l'a prouvé, jamais un projet n'est complètement enterré. La Ville de Paris possède toujours les îlots entre le boulevard Saint-Germain et la Seine ; l'élargissement de la rue Bonaparte est donc toujours pensable, de même que sa liaison avec la rue du Louvre. Le projet actuel de l'Apur a au moins pour lui de garantir le caractère piétonnier de la passerelle.

« On touche à un lieu magnifique : il faut montrer le projet, reparler de consultation, refuser d'être encore mis devant le fait accompli », résume Monique Mosser, chercheuse en histoire de l'architecture.

Facile à dire. Car pour ne pas être mise devant le pont accompli, il faudrait que la population parisienne s'émeuve un peu plus. L'histoire de la passerelle des Arts est bien triste, preuve supplémentaire de l'indifférence des Français à l'architecture. Celle du XIXe siècle est particulièrement mal aimée et nous ne vénérons vraiment que le très très vieux. « On préserve religieusement la moindre chapelle romane mais on démolit à tour de bras les marchés et les halles », constate Bertrand Lemoine, spécialiste en architecture métallique. Mais il reconnaît aussi que dans ce pays on prend rarement au sérieux la défense d'un monument en lui-même : « On s'intéresse à l'histoire, au témoignage, à la sociologie, à ce qu'il y a autour, pour justifier la conservation d'un monument. »

Ce qui explique pourquoi la qualité architecturale est si médiocre en France : mauvaise évaluation du patrimoine s'accorde avec absence d'imagination. Et l'architecture reste aux mains de ces nouveaux rois, légitimés par la prétendue complexité des problèmes : les technocrates. ●

Des voyageurs comme les autres

Pour que les transports en commun ne leur soient plus une épreuve insurmontable, les handicapés se mobilisent. Trois millions de Français qui ne veulent plus être des exclus

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE



IL s'arc-boute à son fauteuil : un quart de tour de roue, il descend une marche et à nouveau freine de toutes ses forces, forces peu communes. Marche après marche, le fauteuil roulant descend l'escalier du métro, à la station Saint-Lazare, ce long escalier qui semble ne plus vouloir finir. Et son occupant, les jambes cachées par une couverture, poursuit sa tâche d'équilibriste, concentré, sans porter attention à ce qui l'entoure. Comment fait-il pour monter ? Peut-il prendre certains escaliers roulants ? Ou bien la personne qui l'accompagne parvient-elle à soulever le lourd engin, suffisamment pour que, tour après tour, il gravisse les échelons ?

Cette scène, vécue, vous n'avez que peu de chances de la voir. Vous croisez très rarement un handicapé dans les couloirs du métro : quelques aveugles, peut-être des sourds-muets que vous ne soupçonnez pas... Les transports en commun sont en fait inaccessibles à trois millions de personnes en France. Et prendre le train — ou l'avion — reste une opération très compliquée, une aventure dans laquelle se lancer après mûre réflexion.

Pourtant, le transport est de nos jours une fonction indispensable à la vie. Parce que les services sont très dispersés. Pour étudier, travailler, se distraire, il faut bouger. Un handicapé qui a de l'argent s'en sortira toujours. Mais l'autre ? « C'est le système D, la famille, les copains, le taxi assez souvent. Si on ne peut pas, le foyer. » Et Philippe Saint-Martin, militant du Groupement pour l'insertion des handicapés physiques, constate, caustique, que personne ne prend en compte ces atteintes aux libertés-là.

Lui, une maladie le cloue dans un fauteuil, agité de soubresauts incontrôlés. Il ne peut rien faire seul, ou presque. Pourtant, il a terminé des études supérieures, espère enseigner un jour en fac. Et milite beaucoup. De son point de vue, le dossier accessibilité aux transports en commun est fondamental. « Tant que les gens n'auront pas l'habitude de nous voir partout où ils sont, ils continueront à nous prendre pour une population à part. Car le normal, c'est le familier et la meilleure information consiste à faire se rencontrer les gens. »

Fondamental et urgent, ce dossier l'est, sans doute possible. Mais n'intéresse pas grand monde en France. Il faudrait malgré tout le prendre en main car, en la matière, les évolutions se font lentement. Si la Suède est aujourd'hui citée en exemple, c'est parce qu'elle s'est attelée au problème il y a dix ans. Aux Etats-Unis, un certain nombre de décisions ont été prises ces dernières années, comme de ne plus construire de bus et de trains qui ne soient pas accessibles. Pour les trains en circulation, un wagon par train devra être accessible, d'ici trois ans. Mais pour aménager les gares, rehausser les quais, il faudra peut-être trente ans. Lorsque le Conseil de l'Europe vote en décembre 1978 une résolution demandant à ce qu'on mette au point une voiture de chemin de fer accessible à tous, il sait bien qu'il faudra des années, peut-être des décennies, avant de la voir appliquée.

Pourtant, l'exemple américain montre qu'il ne s'agit pas d'utopie. Le métro de Washington, par exemple, vient d'être réaménagé. « Un ascenseur mène les gens de la rue au quai, ses portes sont larges, les boutons sont à hauteur suffisamment basse, accompagnés d'inscriptions en braille. Pour les aveugles, le bord du quai est construit d'un matériau différent et pour les sourds des lumières clignotent quand les engins arrivent » raconte Jean-Claude Delarue, président de la F.u.t. (Fédération des usagers des transports).

En France, le métro de Lille, lorsqu'il entrera en fonction, sera le seul à posséder des avantages comparables. Ni Paris, bien sûr, ni Lyon ni Marseille, ce qui est plus étonnant, n'ont accepté de consacrer une part de l'investissement à résoudre ce problème. A Lille, il n'en coûtera pourtant que 16 millions de francs supplémentaires, soit un surcoût de 1 %...

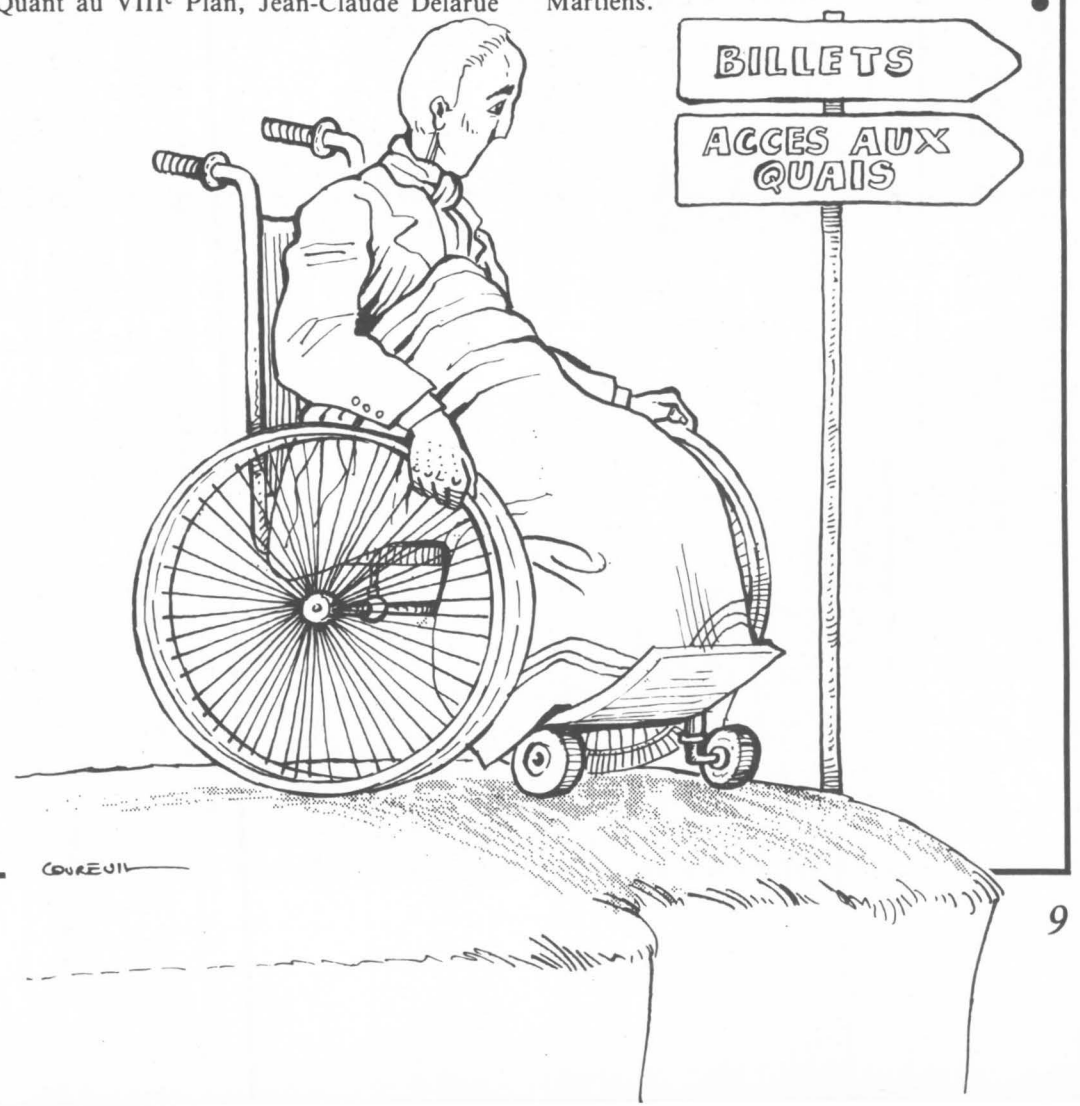
L'accessibilité des bus pose plus de questions. Les lifts utilisés aux Etats-Unis sont lents et souvent en panne. Philippe Saint-Martin espère plus d'une action conjuguée de plusieurs éléments : relèvement de trottoirs, abaissement du plancher et plans inclinés électriques. Encore faudrait-il que le « bus 85 » — devant entrer en service en 1985 — dont les prototypes sont en ce moment discutés, comporte déjà ces aménagements. Rien n'est moins sûr.

« Nous sommes réalistes, nous savons bien que tout n'est pas possible en même temps, explique Philippe Saint-Martin. Nous demandons qu'on nous donne des perspectives, pas seulement des promesses. » C'est vrai, leurs revendications sont très raisonnables, pour le court terme : que les toilettes des trains et des gares soient accessibles en fauteuil, que, dans les autobus, les stations soient annoncées par bandes magnétiques enregistrées, par exemple. Ou bien que soit organisé un concours pour un taxi fonctionnel, expérimentés les chèques-taxis, déjà utilisés à Bruxelles et à Lorient. Ou encore qu'Air France supprime le vexatoire certificat médical demandé aux handicapés tout en permettant à l'accompagnateur de bénéficier des mêmes réductions que les conjoints.

La France ne se tient pas à l'avant-garde sur cette question, malgré les rituels atermoiements giscardiens. Les associations ne savent rien du « bus 85 » alors qu'on leur avait promis toute la concertation désirée. Quant au VIIIe Plan, Jean-Claude Delarue y a toutes les peines à faire inscrire cette question parmi les urgences. L'automatisation des services, de la vente des billets, du compostage, représentent même des régressions pour bien des handicapés. Il faut dire que la France ne « bénéficie » pas d'un important quota d'invalides de guerre ; ce sont eux, habitués avant leur accident à vivre comme tout le monde, qui obtiennent le plus de concessions d'une société culpabilisée à leur égard. Ainsi les vétérans du Vietnam font-ils en ce moment bouger les choses aux Etats-Unis.

Le souhait d'hommes comme Philippe Saint-Martin serait qu'on traite la question de l'accessibilité sans parler de handicapés. Qu'on raisonne en termes fonctionnels et non pas catégoriels, en considérant que nous avons tous, à un moment où à un autre, un handicap. La femme qui traîne avec elle une poussette sera plus gênée dans l'autobus qu'un sourd. Un jeune homme cardiaque — dont le problème ne se voit pas — ou une dame âgée, peuvent avoir plus de difficultés à se mouvoir qu'un paraplégique en fauteuil... Une enquête de l'Union fédérale des consommateurs à Orléans a montré que 25 % de la population s'estime gênés par les problèmes d'accessibilité.

En somme, que signifie le mot handicapé ? Qu'y a-t-il de commun entre la petite aveugle, la vieille invalide, l'ingénieur sourd, le mineur aux poumons silicosés et le jeune brisé par un accident de moto ? « Il faut surtout éviter de favoriser la cristallisation de l'opinion sur le mot handicap ; c'est un terme qui fait la somme des préjugés », dit Philippe Saint-Martin. Et l'essentiel, pour ces trois millions de Français, c'est de partager la vie de tout le monde, de ne plus être regardés comme des Martiens. ●



LA MUTUELLE FAMILIALE DES TRAVAILLEURS DE LA REGION PARISIENNE

A cette question, la réponse n'est pas forcément simple. L'Unité a rencontré Mme Adrienne PIVARDIERE, Présidente de la Mutuelle Familiale des Travailleurs de la Région Parisienne.

Question : Qu'est-ce-que la Mutuelle Familiale ?

Réponse : Comme son nom l'indique, elle est familiale, mais elle couvre également les personnes seules.

C'est une Mutuelle interprofessionnelle qui a son siège 10, Rue Dieu, Paris 10e.

Avec la seule cotisation du chef de Famille, son conjoint, ses enfants, ses ascendants reconnus à charge au titre de la Sécurité Sociale (ou de la personne seule), recevront les prestations de maladie, chirurgie, hospitalisation, etc ... ainsi que les prises en charge pour les soins dans les établissements conventionnés.

Si la conjointe seule est mutualiste, elle ouvre les droits aux prestations pour elle-même et ses enfants.

Ainsi donc une seule cotisation familiale ou personne seule pour la couverture des risques : Remboursement selon l'option pour les soins dentaires, soins médicaux, soins de spécialistes, radios, la prothèse dentaire, chirurgie, hospitalisation, médecine, maternité, maisons de repos, les frais d'analyse, l'orthopédie, les lunettes et les frais pharmaceutiques.

Décès : Frais funéraires.

Adhérent de l'Union des Mutuelles de Travailleurs de la Région Parisienne, elle participe pleinement à l'enrichissement des grandes orientations de la Mutualité des Travailleurs car comme le souligne son document du 3ème Congrès d'Evian.

« La Fédération Nationale des Mutuelles de Travailleurs s'est placé dès sa création dans la perspective tracé par le législateur de 1945. Elle a pris en compte les valeurs qu furent à l'origine de la naissance du Mouvement Mutualiste Français. Elle a voulu les enrichir grâce aux progrès accomplis, les faire fructifier dans le mouvement Mutualiste tout entier.

Ce n'est donc pas de l'extérieur mais à partir d'une expérience partagée par l'ensemble des Mutualistes que la F.N.M.T. développe sa réflexion et contribue à définir une doctrine Mutualiste pour notre temps.

A ce titre, la Fédération Nationale des Mutuelles de Travailleurs a adopté, lors de son troisième congré, les 8, 9 et 10 Juin 1978 à Evian son document d'orientation. Celui-ci tente de saisir les données les plus fondamentales et permanentes du Mouvement Mutualiste Français. Il veut servir de référence pour une longue période.

A son congrès d'Evian, la Fédération Nationale des Mutuelles de Travailleurs à d'autre part, conformément à l'orientation ainsi définie, adoptée un large éventail de propositions concrètes.

Elle concerne les libertés mutualistes, la démocratie mutualiste, les réalisations mutualistes, enfin, tout ce qui peut rendre plus efficace l'activité du mouvement.

Ces propositions doivent en particulier promouvoir une réforme destinée à enrichir le code de la Mutualité.

Elles évoquent des thèmes concrets sur lesquels peuvent se consolider l'unité et se développer la capacité d'action immédiate du Mouvement Mutualiste Français. »

Et, en conclusion, notre document précisé :

« Longtemps les rapports entre la Sécurité Sociale et la Mutualité ont été pensés et vécus de façon antagonique : opposition entre le développement des fonds sociaux collectifs obligatoires et celui des fonds sociaux volontaires financés par les ressources individuelles, entre l'évolution des besoins collectifs et celle des besoins individuels, entre le processus de socialisation et celui d'individualisation.

Le développement des uns devait, estimait-on, « nécessairement » limiter, contraindre ou même vider de toute substance le progrès voire l'existence des autres.

Aujourd'hui, le mouvement Mutualiste est conscient de ce que la mise en œuvre d'une Sécurité Sociale Nouvelle constituerait la condition nécessaire du développement et de la libération de la Mutualité.

Il lutte en ce sens.

Les syndicats, le mouvement populaire et démocratique sont aujourd'hui conscients de ce que la réalisation d'un véritable droit à la Sécurité Sociale n'entraînerait pas la disparition de la Mutualité. Ils admettent que l'organisation Mutualiste constitue une réalité permanente, et qu'elle le restera, quelles que soit ses évolutions.

Ainsi, des convergences fondamentales apparaissent, qui permettent un développement sans précédent de la coopération, à égalité et en toute indépendance, entre le mouvement Mutualiste et les autres formes d'organisation volontaire et démocratique de notre pays et tout particulièrement avec le mouvement syndicale. Cette évolution oblige à jeter un regard neuf sur l'avenir de la Sécurité Sociale, sur celui de la Mutualité et sur leurs relations.

Les mesures contenues dans la plateforme Santé/Sécurité Sociale de Juillet 1974, la nationalisation de l'industrie pharmaceutique et des compagnies d'assurances privées, demeurent des objectifs qui permettraient de répondre aux besoins les plus urgents et de mettre en route une dynamique nouvelle.

L'ensemble de la Population Française, grâce à l'action combinée de la Sécurité Sociale et de la Mutualité, bénéficierait alors de la « gratuité » des soins, d'une garantie de ressources élevées, d'un accès aux soins très améliorés, d'une démocratisation poussée de la protection sociale.

Sur ces bases, l'intervention multiforme de la Mutualité pourrait se développer considérablement.

C'est dans l'activité quotidienne, dans des réalisations concrètes répondant aux besoins et aux possibilités les plus actuelles de la grande masse des mutualistes que la Mutualité doit gagner en nombre d'adhérents, en puissance, en capacité d'intervention, pour avancer vers ces objectifs et cet avenir.

Dès à présent, l'utilisation des capacités et du patrimoine mutualiste tels qu'ils existent ou se créent doit permettre d'œuvrer concrètement pour une nouvelle stratégie du droit à la santé.

Cette stratégie doit contribuer à la conquête individuelle et collective de la santé, au libre aménagement des temps, des cadres et des modes de vie, à la promotion de rapports de meilleur qualité entre les hommes.

En particulier, elle doit participer à réintroduire à part entière dans la vie sociale tout ceux qui, du fait de leur différence ou de leur « anormalité », en sont exclus : malades, handicapés, toxicomanes, inadaptés. Il faut mettre en cause toutes les structures d'enfermement qui appauvrissent la vie sociale, la rendre inhumaine, intolérante et stérile.

Le bien-être de l'individu est une conquête dynamique, permanente liant intimement santé physique et morale, regroupant tout ce qui participe à l'équilibre de la personnalité—thérapeutique, prévention, hygiène, conditions de travail, de transport, de logement, loisirs, sports—et permettant toutes les acquisitions de la culture.

Les besoins des personnes âgées sont eux aussi immenses. La Mutualité doit jouer son rôle également dans des secteurs d'intervention relativement neufs ou du moins ressentis comme tels, ainsi la prévention, en particulier au travail, ou l'écologie, les secteurs culturels et de loisirs pour ne citer que ceux là.

Ainsi la Mutualité, à partir d'expériences vécues de la spécificité de son intervention doit-elle aider efficacement en complémentarité et en coopération avec l'ensemble des forces qui interviennent positivement sur ce terrain, à l'amélioration du cadre et de la qualité de la vie.

L'intervention de la Mutualité dans cet immense champ, loin de transférer des charges nouvelles sur les budgets des mutualistes, doit faire progresser la conscience et l'action pour que des moyens à tout niveau et en particulier du niveau des pouvoirs publics soient dégagés à hauteur des nécessités actuelles.

Ce devenir de la Mutualité n'est pas tracé d'avance.

Tout dépendra des libertés plus ou moins grandes avec lesquelles la Mutualité pourra intervenir et de ses capacités à être en permanence le grand mouvement dont notre peuple a besoin.

A partir de son histoire, de ses traditions, de ses valeurs, grâce à son unité, à sa diversité, à son expérience, à sa démocratie et son patrimoine matériel et humain, le mouvement mutualiste peut jouer un rôle actif, progressiste dans notre pays.

Mais il n'y a pas de fatalité.

Tout dépend de la manière dont ces qualités seront, ou ne seront pas, utilisées, rendues fécondes, par les mutualistes eux-mêmes.

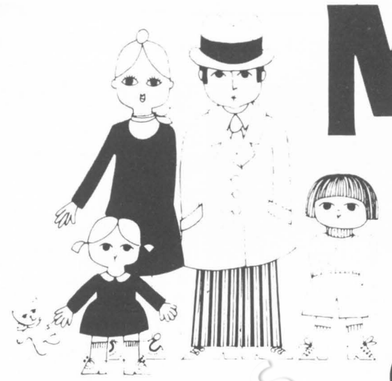
En 1945, le mouvement mutualiste français a, pour une large part, manqué l'histoire.

Aujourd'hui, plus fort, plus uni, plus indépendant, plus actif, plus conscient, il y a, s'il cultive ses qualités essentielles, la possibilité de participer pleinement à cette histoire.

Il n'est pas douteux qu'il doit à cet effet considérablement faire progresser en lui et hors de lui ces qualités. Il doit pouvoir mettre en cause tout ce qui, en son sein, peut conduire à réduire la participation à égalité, de chaque mutualiste et de sa famille, de chaque société.

La Fédération Nationale des Mutuelles des Travailleurs n'a qu'une ambition : mettre au service de l'ensemble du mouvement mutualiste français, auquel elle appartient et participe pleinement, toutes ses capacités de réalisation, de réflexion et d'action. »

Communiqué



Mutuelle Familiale des Travailleurs de la Région Parisienne

Société Mutualiste n° 75-3.995

TRAVAILLEURS SALARIES

des entreprises du commerce et de l'industrie

PRESTATIONS FAMILIALES

Pour une seule cotisation mensuelle de 58 F nous couvrons toute la famille à charge
(41 F pour l'assuré social homme ou femme sans charge de famille).

Remboursement intégral du ticket modérateur

au tarif conventionnel de la Sécurité Sociale ou prise en charge
valable dans plus de 200 centres de soin

Maison de repos

pendant 30 jours par an
20 % du tarif de la Sécurité Sociale

Pour l'adhérent et la famille à charge hospitalisation médicale et chirurgicale

Remboursement du Ticket modérateur et Gratuité dans les Hôpitaux de Paris (Assistance Publique) et cliniques conventionnées

Prime de naissance : 200 F
Mariage : 120 F
Départ Service Militaire : 120 F
Forfait cure : 500 F
Optique : 200 F
Décès : convoi environ : 2.250 F
Forfait décès : 500 F
Enfant mort-né : 100 F

Consultations	Spécialistes	Orthopédie
Visites	Analyses	Soins dentaires
Pharmacie	Radios	Chirurgie
Lunetterie	Radioscopie	Radiothérapie
Services auxiliaires		Radiologie

POUR TOUS RENSEIGNEMENTS

envoyer ce bulletin à la
MUTUELLE FAMILIALE, 10, Rue Dieu—75010 PARIS

NOM .....

PRENOMS .....

ADRESSE .....

.....

Siège Social : 10, Rue Dieu, 75010 PARIS
Tél. 202.60.80—C.C.P. Paris 4967-07

O.F.R.E.S.

TRAVAILLEURS NON SALARIES

Commerçants, Artisans, etc ...

PRESTATIONS FAMILIALES

Pour une seule cotisation mensuelle de 90 F nous couvrons toute la famille à charge
(65 F pour l'assuré social homme ou femme sans charge de famille)

Remboursement intégral du ticket modérateur

au tarif conventionnel de la Sécurité Sociale ou prise en charge
valable dans plus de 200 centres de soin

Maison de repos

pendant 30 jours par an
20 % du tarif de la Sécurité Sociale

Pour l'adhérent et la famille à charge hospitalisation médicale et chirurgicale

Remboursement du Ticket modérateur et Gratuité dans les Hôpitaux de Paris (Assistance Publique) et cliniques conventionnées

Prime de naissance : 200 F
Mariage : 120 F
Départ Service Militaire : 120 F
Forfait cure : 500 F
Optique : 200 F
Décès : convoi environ : 2.250 F
Forfait décès : 500 F
Enfant mort-né : 100 F

Consultations	Spécialistes	Orthopédie
Visites	Analyses	Soins dentaires
Pharmacie	Radios	Chirurgie
Lunetterie	Radioscopie	Radiothérapie
Services auxiliaires		Radiologie

POUR TOUS RENSEIGNEMENTS

envoyer ce bulletin à la
MUTUELLE FAMILIALE, 10, Rue Dieu—75010 PARIS

NOM .....

PRENOMS .....

ADRESSE .....

.....

Heures d'ouverture des guichets : tous les jours, sauf fériés
de 8 h 30 à 12 h et de 13 h à 17 h 30
Attention : le Samedi, fermeture à 11 h 45

Languedoc-Roussillon : un plan contre le désert

Avant de "créer" et de "changer", il faut "maintenir". Trois socialistes languedociens se penchent sur leur région

NI contre-plan au projet giscardien du « Grand-Sud-Ouest » ni même programme définitif, trois socialistes languedociens — Gérard Delfau, secrétaire national à la Formation et secrétaire de la Fédération socialiste de l'Hérault, Georges Sutra, viticulteur et député européen, et François Ramau, économiste — publient un texte intitulé « Eléments pour une réflexion sur le Languedoc-Roussillon ». Une réflexion à trois voix sur le présent et le devenir de la région nourrie de leur expérience d'hommes du terrain, qu'ils soumettent au Parti socialiste et à l'opinion publique. C'est une analyse très affinée de la situation économique et politique de la région. C'est aussi une pépinière de propositions concrètes. Gérard Delfau répond aux questions de « l'Unité ».

« L'UNITE » : Ce texte n'est pas « le » projet socialiste pour le Languedoc-Roussillon et il n'y a pas d'échéance électorale à court terme. Alors, pourquoi ce texte maintenant ?

GERARD DELFAU : C'est une contribution individuelle au débat d'idées que nous avons voulu complémentaire des autres réflexions et prises de position des élus socialistes locaux. Je crois que les socialistes ne peuvent pas se contenter de condamner la politique du gouvernement et ses conséquences dans cette région. Il faut que nous soyons aussi une force capable de proposer et d'innover. C'est pourquoi cette réflexion s'articule autour de trois thèmes : « maintenir », car nous ne serions plus nous-mêmes sans la viticulture et les autres activités traditionnelles de la région ; « créer », parce que le Languedoc-Roussillon peut être une terre d'expériences dans des domaines comme l'informatisation de la vie quotidienne, l'aquaculture, le développement des énergies nouvelles — nous sommes bien placés avec le soleil et le vent ! Et enfin « changer », ce qui implique notamment un nouveau rapport entre l'Etat et la région et une développement des structures de coopération, qui sont déjà avec les coopératives vinicoles un secteur économique très puissant.

— En 1970 la Datar publiait une étude prospective intitulée — sur l'ordre du gouvernement — le « scénario de l'inacceptable ». Pour le Languedoc-Roussillon c'était le sous-développement définitif, la vie et l'activité économique concentrées sur la bande littorale et à Montpellier, la métropole régionale. Dix ans après, ce scénario est-il en voie de réalisation ?

— Absolument, et c'est aussi pourquoi nous avons voulu tirer la sonnette d'alarme. Cette région détient avec la Corse le record du chômage avec un tiers de chômeurs de plus que la moyenne nationale. Le vieillissement de la population s'accentue et l'arrière-pays, nous disons les Hauts Cantons, se désertifie. La cause principale de tout cela, c'est le déclin des activités économiques traditionnelles : crise de la viticulture et du secteur fruits et légumes, disparition du tissu industriel autour d'Alès et de Lodève. Certes l'Etat a dépensé des sommes énormes dans l'aménagement du littoral. Mais tout a été décidé à Paris, en fonction de critères nationaux sans aucune concertation. Et investir dans le tourisme, cela ne crée que peu d'emplois et des emplois non qualifiés. Si tout cet argent avait été investi dans l'industrie ou dans l'agriculture, il y aurait eu de quoi faire une région très prospère.

— Vous réfutez à la fois ce que vous appelez « l'épure giscardienne » pour la région et le « poujadisme de gauche » du P.c. Quels seraient à vos yeux les choix d'un Languedoc socialiste ?

— La formule de l'économie régionale aujourd'hui, c'est : vigne + bâtiment et travaux publics + tertiaire + tourisme estival. Le plan du Grand-Sud-Ouest de Giscard part de là et vise à accélérer l'évolution vers un Languedoc que nous refusons : une région désertifiée sur les deux tiers de son territoire, spécialisée dans le tourisme de masse avec de très grands domaines agricoles. D'où un sous-emploi permanent et la perte de notre identité culturelle.

Quant au P.c., il n'a jamais fait l'effort d'une réflexion globale. Il a des attitudes ponctuelles : par exemple dénoncer toute réflexion comme l'amorce d'une trahison ou tenter de récupérer la dimension occitane.

Or il ne suffit pas de se battre contre : si la région se laisse aller à la désespérance et au misérabilisme, elle n'a plus aucune chance de s'en sortir. Il faut condamner la politique de la droite et c'est pourquoi les élus locaux socialistes ont refusé d'être présents au meeting que Giscard tient vendredi à Mazamet. Mais il faut aussi proposer des changements concrets. Pour maintenir la viticulture, il faut absolument aider les viticulteurs groupés en coopératives à prendre le contrôle de la distribution, qui est aujourd'hui entièrement aux mains de trusts internationaux. Pour freiner l'exode rural il faut créer des offices cantonaux qui, grâce à une taxe sur les plus-values des terrains constructibles, pourraient racheter des terres agricoles et les louer à de jeunes agriculteurs. Cela n'a l'air de rien, mais ce serait presque une révolution ! Il faut aussi changer les rapports entre l'Etat et les régions. Par exemple, au lieu de décider à Paris de la politique de l'énergie, les régions pourraient être associées à un bilan énergétique global qui recenserait toutes les possibilités, chaque région décidant ensuite de son apport énergétique à la collectivité nationale. Ce serait une démarche à la fois décentralisée et responsable.

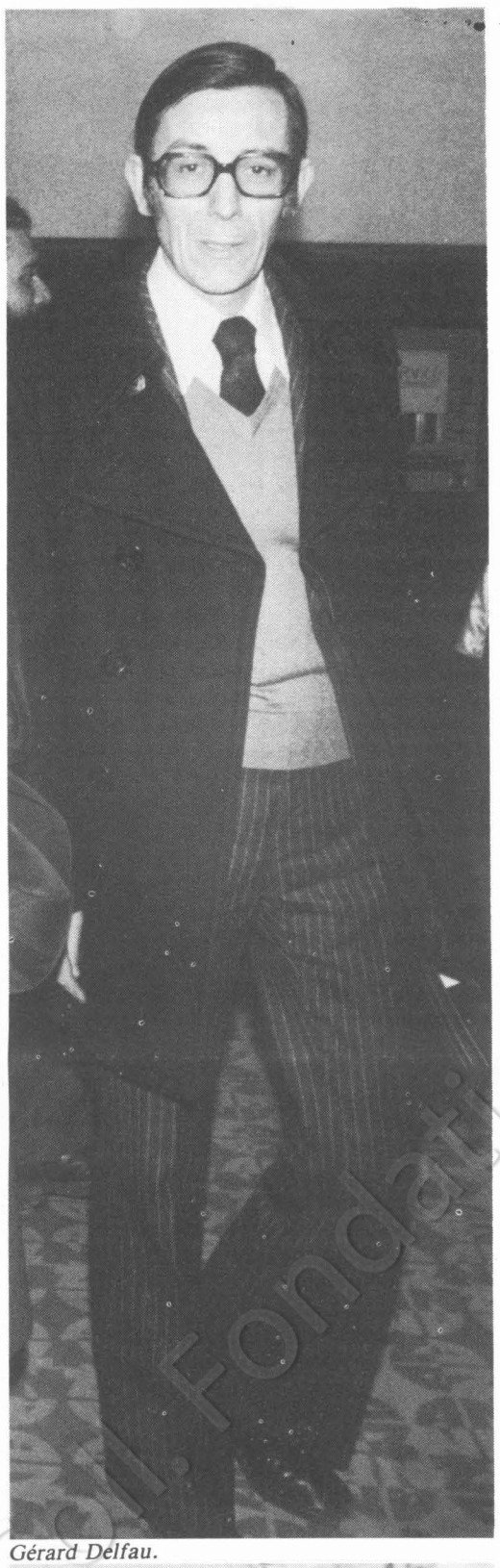
— Avant de « créer » et de « changer » vous estimez qu'il faut d'abord « maintenir ». Ici cela veut dire avant tout maintenir la vigne au rang de principale activité économique. Face à la concurrence des vins italiens, est-ce que cela vaut le coup ?

— Il faut bien comprendre que la viticulture en Languedoc-Roussillon ce n'est pas seulement un gagne-pain pour des milliers de familles. C'est aussi tout un mode de vie qui a marqué la région, c'est une façon de travailler en restant libre et autonome. C'est encore la structure coopérative puisque ici le moindre village a sa cave coopérative. C'est enfin une activité ayant besoin de beaucoup de main-d'œuvre, et donc créatrice d'emplois. La mort de la viticulture, ce serait la ruine économique de la région et la perte de notre identité culturelle. Et c'est possible d'être compétitif. Actuellement ce qui rapporte le plus d'argent, c'est de faire du mauvais vin : produire en grande quantité un vin passe-partout de faible degré qui se prête aux coupages et aux manipulations pratiquées par ceux qui contrôlent le négoce des vins. Nous, nous pensons qu'il faut aller vers la production de vins de pays personnalisés, de bonne qualité, même si le prix est plus élevé. Car l'intérêt des consommateurs, ce n'est pas de trouver sur le marché un vin standardisé qui est à la limite un produit chimique. Mais pour arriver à cela les viticulteurs doivent parvenir à organiser eux-mêmes les circuits de distribution...

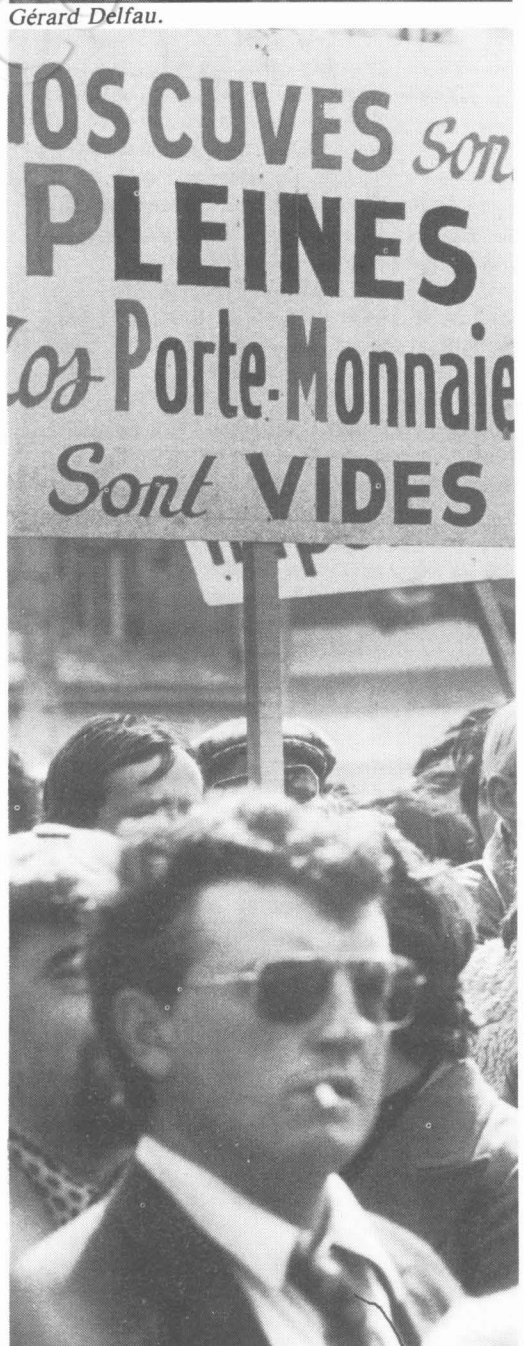
— Le Languedoc-Roussillon fait partie intégrante du « Midi rouge ». La plupart des grandes villes, des départements sont aux mains des partis de gauche, qui sont majoritaires au Conseil régional. Dans ce contexte, est-il possible dès maintenant de réaliser certaines de vos propositions ?

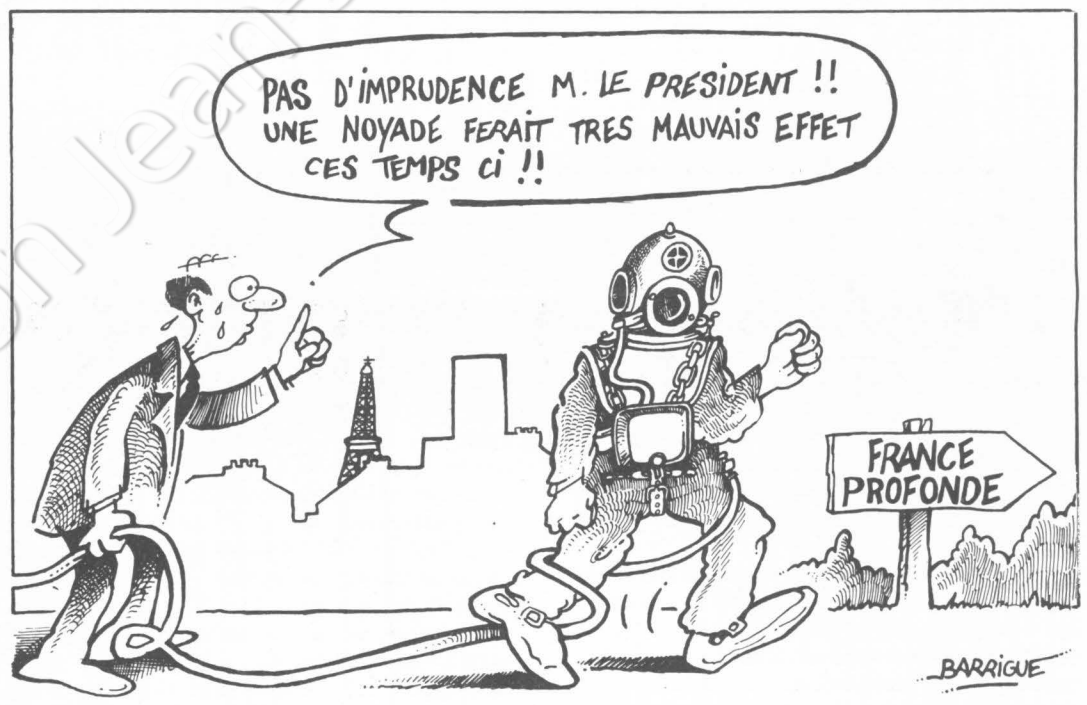
— Les élus socialistes n'ont pas l'intention d'attendre la prochaine échéance électorale pour impulser les changements nécessaires. Deux exemples. Le P.s. a déposé une proposition de loi pour la création d'un « office des vins » qui garantirait les prix et organiserait la distribution. Sans illusion : cela ne sera pas voté par la majorité actuelle. Aussi à l'échelon de la région nous avons décidé d'aider les coopératives de viticulteurs à créer leurs propres circuits de distribution. Des crédits du Conseil régional et du département de l'Hérault sont consacrés à cette expérience. ●

(Propos recueillis par Marie-José Bernardot)



Gérard Delfau.





DES IDEES CHOC

AGRICULTURE

**** Fruits et légumes : afficher le prix payé au producteur sur tous les cageots.***

**** Développer l'élevage du mouton... pour lutter contre les incendies de forêt (un canadair = 4 000 brebis).***

TOURISME

**** Aucune nouvelle station sur le littoral. Des itinéraires de randonnées pédestres avec gîtes d'étape dans l'arrière-pays.***

INDUSTRIE

**** Petites et moyennes entreprises. Des aides publiques (plus importantes pour les coopératives) avec une contre-partie : le contrôle a posteriori des effectifs et du chiffre d'affaires.***

**** Bâtiment et travaux publics : 80 % des marchés régionaux réservés aux entreprises régionales... à condition que leurs tarifs ne dépassent pas de plus de 5 % les prix du marché national.***

CULTURE

**** Enseignement : le Languedoc servira à expérimenter une mesure essentielle pour améliorer la qualité de l'enseignement : l'abaissement de moitié du nombre d'élèves par classe.***

ENERGIE

**** Des micro-centrales thermiques partout où l'exploitation du charbon est possible.***

**** A partir de 1983 aucun permis de construire ne sera délivré en l'absence d'équipements de chauffage solaire.***

**** Pendant trois ans blocage du nucléaire dans la région.***

Guy Ligier ou l'entêtement

Derrière les monstres de tôle, les bolides bleus qui font vibrer la tripe patriotique, il y a une aventure humaine, celle de Guy Ligier

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

« LE patron, c'est un phénomène ! » Guy Ligier enthousiasme et impressionne ses plus proches collaborateurs. Le bonhomme a la carrure d'un lutteur et le sourire d'un enfant. Force et séduction sont aussi ses deux traits de caractère : la première lui a permis de se relever de tous les coups du sort, la seconde l'a aidée à convaincre quelques « sponsors ». Sans ce tempérament de bagarreur, sans cette chaleur humaine à la fois spontanée et rusée, l'écurie Ligier n'existerait pas, les foules françaises ne guetteraient pas les fameuses voitures bleues au coin du petit écran ou à la sortie d'une chicane...

Réussite sportive et popularité vont toujours de pair. Mais rares sont les cas où la popularité a précédé le succès. C'est arrivé à Ligier. Un jour de mars 1975. Un dimanche à 15 heures précises. Pour l'arrivée des 24 heures du Mans : une Ford a passé la ligne d'arrivée en tête dans l'indifférence quasi générale. Quelques secondes après, les tribunes ont vibré et des hordes entières se sont précipitées sur le circuit aux cris de « Ligier ! Ligier ! ». La Ligier venait en effet de terminer deuxième de l'épreuve.

Cette année encore Ligier n'a pas gagné. Sa célébrité n'est pas entamée : le public continue à s'agiter pour les bolides bleus. Comme si les bolides jaunes de Renault n'existaient pas. Ce n'est plus du chauvinisme, c'est de la fidélité. En début de saison, on pensait pourtant que Ligier serait champion du monde des constructeurs. Au pire, on voyait Jacques Laffite champion du monde des conducteurs. Il faut dire que les Ligier venaient de remporter trois Grands Prix : celui d'Argentine et celui du Brésil étaient allés à Laffite, celui d'Espagne à Patrick Depailler. « L'Equipe » titrait : « On n'a pas de pétrole, mais on a des Ligier ! »

Ni Ligier ni Laffite n'ont finalement décroché le titre. Depailler a failli se tuer... en deltaplane et a quitté l'écurie vichyssoise. Pourquoi les « bleues » ont-elles perdu ? Gagneront-elles la saison prochaine ? Un homme connaît les réponses à ces questions : Guy Ligier. Un homme, oui, car derrière ces monstres de tôle il y a une aventure humaine.

« L'UNITE » : Rien ne vous destinait spécialement à faire une carrière dans l'automobile ?

GUY LIGIER : Rien, en effet. Mon père était éleveur. Ma mère avait quitté le foyer. J'ai passé ma petite enfance à la campagne. J'avais sept ans quand mon père est mort. J'ai rapidement été confronté aux réalités de la vie. Tout de suite après le certificat d'études, je suis allé apprendre le métier de boucher. J'ai été boucher jusqu'à vingt-quatre ans. Je n'étais pas du tout fait pour ça. Mais je dois à la boucherie de m'avoir nourri et de m'avoir fait découvrir ma vraie passion : la mécanique. Car, pour me rendre de mon village à la boucherie où j'étais apprenti, je me suis vite servi d'un vélomoteur. A seize ans, j'ai acheté ma première moto. Deux ans plus tard une plus grosse. J'avais mis le doigt dans l'engrenage...

— Cela vous a mené au titre de champion de France de 500 cm³...

— Ce n'est pas arrivé du jour au lendemain. La moto n'était qu'une de mes cordes. En fait, je faisais beaucoup de sport : l'aviron l'été, le rugby l'hiver et la moto. Dans ma vie, le sport a un peu pallié mes défaillances intellectuelles. Je n'avais pas eu l'occasion de faire de brillantes études. Je suis devenu international de rugby, champion de France de moto : ça m'a donné une réputation et une assurance qui m'ont permis d'apporter des modifications à mon existence ; j'ai quitté la boucherie pour créer une entreprise de travaux publics. Je n'ai pas abandonné la mécanique pour autant.

— Comment s'est fait le passage de la moto à la voiture ?

— Un champion, quand il est arrivé à un certain niveau dans la moto, finit toujours par lorgner vers les voitures. J'étais dans cette situation ; et les circonstances m'ont un peu aidé. Jusqu'en 1957 la moto avait connu une progression incessante : nouveaux modèles et intérêt grandissant du public. A partir de 1958, la courbe s'est inversée, les constructeurs français se sont essoufflés et le public a déserté les circuits. Pour l'indépendant que j'étais, cela signifiait moins de courses, donc moins de primes d'engagement ; d'où l'impossibilité d'entretenir ma moto. C'est ce qui m'a décidé à faire le saut vers la voiture, en 1960. Je me suis acheté une monoplace junior : une Elva. Mais je n'ai jamais réussi à faire plus de trois tours sans casser. J'ai arrêté les frais. Je n'ai pas repris un volant pendant trois ans.

Un jour j'ai racheté la Porsche d'un client. Et j'ai fait quelques courses de côte. C'est là que j'ai rencontré Jo Schlesser. Il était alors le pilote français numéro un. Il m'a fait rentrer chez Ford-France comme deuxième pilote. Là, les choses ont vraiment démarré ; c'était du sérieux : j'avais derrière moi du matériel, une usine et une équipe. Même si je n'étais pas rétribué très cher, j'avais enfin les moyens de courir. Après, grâce à la B.p., j'ai pu m'offrir une voiture et un mécano pour me lancer en Formule 1. J'ai disputé vingt-cinq Grands Prix, écopé de quarante-sept fractures lors d'un accident au Nurburgring... et j'ai arrêté ma carrière de pilote. Je me suis aussitôt lancé dans la construction automobile.

— Pourquoi cette décision brutale ?

— Pour deux raisons. A cause de la mort de Jo Schlesser : il s'est tué en essayant le volant qu'il venait enfin d'obtenir, une Honda pour les courses de F 1. Sans Jo, je me suis senti seul, perdu. A cause, aussi, de la situation qui était alors faite aux pilotes français : il n'y avait pas de constructeur dans l'Hexagone, il fallait aller chercher des voitures en Angleterre, où on réussissait, au mieux, à récupérer un modèle de la saison précédente. Un pilote français avait donc toujours un an de retard au départ d'un Grand Prix et il ne pouvait espérer gagner que si cinq ou six voitures cassaient. C'était désespérant. Je me suis dit : puisque je ne peux pas obtenir du bon matériel, je vais essayer de le construire.

J'ai loué un garage désaffecté à Vichy. J'ai mis mes économies dans l'affaire. J'ai obtenu l'aide d'un pétrolier. Trois ans plus tard, est sorti le premier « proto » : la J.S. 1. On en a fait trois exemplaires. J'ai couru avec. J'ai même gagné quelques courses. Jean-Pierre Audruet l'a conduite dans le Tour de France. On a préparé la J.S. 2, avec l'idée d'en faire une voiture de grand tourisme. C'était une condition *sine qua non* : ou je commercialisais mes modèles, ou je mettais la clef sous la porte. La J.S. 2 a connu plusieurs stades : on lui a d'abord mis une boîte de vitesses Citroën, puis un moteur Maserati. C'est à ce moment-là que j'ai récupéré la fabrication des S.M. et que l'entreprise a commencé à respirer.

On fabriquait chaque jour huit S.M. et une J.S. 2. J'ai cru que c'était gagné. Malheureusement Peugeot a racheté Citroën. Nous étions une filiale de Citroën. Peugeot a décidé de fermer la filiale. Je me suis débrouillé pour éviter cette fermeture, pour racheter les parts de Citroën. Mais nous avons dû passer deux années difficiles. J'avoue qu'aujourd'hui encore je ne comprends pas très bien l'attitude de Peugeot : nous aurions pu continuer à fabriquer et vendre des S.M. sans pour autant cannibaliser les autres modèles. Je ne comprends pas non plus pourquoi le projet que nous avons eu à cette époque avec Renault a été abandonné... par Renault. La régie Renault a changé d'avis depuis et s'est lancée seule dans la Formule 1. Mais, à ce moment-là, les grands constructeurs français n'avaient pas compris l'intérêt et l'impact de la compétition automobile. Ma percée en F 1 a fini par leur ouvrir les



Explosions de joie de l'écurie Ligier, en avril 1979, après la victoire de Patrick Depailler dans le Grand Prix d'Espagne.



yeux. Mais ils ont perdu au moins quatre ou cinq ans...

— Justement, quel est l'intérêt des courses de Formule 1 ? En des temps où l'on prône des économies d'énergie, à quoi ça sert ?

— L'intérêt est double, du point de vue de la publicité et du point de vue de la recherche. Intérêt publicitaire d'abord : pour un grand constructeur, un Grand Prix c'est une couverture exceptionnelle de l'événement. Mille journalistes, quarante radios et trente-trois chaînes de télévision (qui diffusent chaque Grand Prix en mondiovision) sont là. Qui pourrait s'offrir l'équivalent en spots publicitaires ? Pour un grand constructeur, investir dans la course de F 1 c'est s'offrir un budget de publicité tout à fait rentable. Surtout si ses voitures gagnent !

Mais la F 1 c'est aussi le service de la recherche de l'automobile. C'est là que les voitures de série prennent toutes leurs innovations : les freins à disques, les pneus d'aujourd'hui (c'est autre chose qu'il y a quinze ans !), qui équipent la voiture de monsieur Tout-le-monde, viennent de la compétiton. La F 1 est donc directement utile à la sécurité de tous les automobilistes. Puisqu'on parle d'économies d'énergie, parlons-en : on a longtemps affirmé qu'une voiture, pour tenir la route, devait être lourde et massive, donc dépensière en énergie ; la F 1 a prouvé le contraire : c'est la légèreté qui contribue à la tenue de route. Les voitures de série se mettront peu à peu au diapason.

A puissances égales, un moteur de F 1 est beaucoup plus économe que tous les moteurs de tourisme du monde. Si on transposait le principe d'alimentation des moteurs de compétition actuels (injection, quatre soupapes) sur le moteur traditionnel d'une voiture de série, on économiserait immédiatement 30 à 35 % de carburant. Les grands constructeurs vont forcément y venir un jour. De même qu'on retrouvera sûrement dans un proche avenir sur des voitures de tourisme le turbo de la F 1 Renault : il apporte plus de puissance pour moins de consommation.

Si l'on voulait faire étudier tous ces progrès techniques par un bureau d'études, ça coûterait plus cher que d'entretenir une écurie de course.

— Soit. Mais la mort est souvent au rendez-vous d'une course de F 1. A côté de votre ami Schlesser, il y a de nombreux autres noms : la longue liste des martyrs de la compétition, morts sur un circuit. Ne trouvez-vous pas que le tribut ainsi payé à la fée automobile est un peu lourd ?

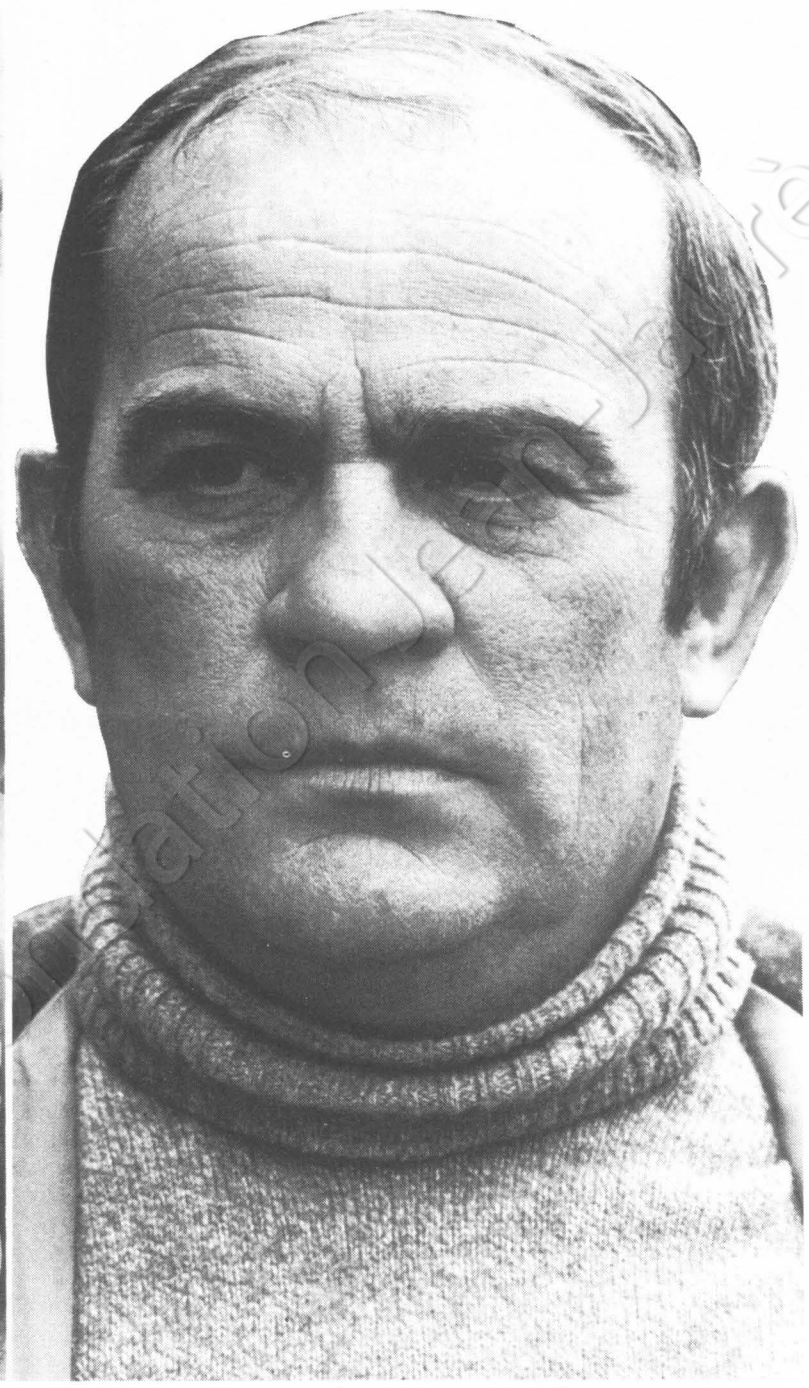
— C'est vrai que c'est cher payé. Mais ce n'est pas pour le progrès que court un pilote. Il court pour lui. Parce qu'il aime ce sport. Ou parce que c'est pour lui un instrument de promotion sociale. S'il pense à la mort avant chaque course, c'est sans l'accepter vraiment comme une issue fatale. Dans son for intérieur, il croit que la mort n'est pas pour lui, qu'elle est pour les autres. S'il se sentait condamné, je suis formel, il ne courrait pas. Il n'y aurait pas de pilotes !

Par ailleurs, le tribut est de moins en moins lourd. Au cours de la saison qui vient de se terminer, par exemple, il n'y a pas eu un seul mort en Formule 1. C'est normal, le cirque a changé. Quand j'étais pilote on courait sans filet : si on sortait vite, c'était la mort certaine. Aujourd'hui, les pilotes ont des filets : des dégagements, des rails, des grillages. L'amélioration de la sécurité sur les circuits a réduit les risques. On ne peut pas en dire autant sur les routes...

— La mort continue pourtant à rôder. J'étais à quelques mètres de vous pendant tout le Grand Prix de Belgique, le 13 mai dernier, à Zolder. Je vous ai observé. J'ai compté vos cigarettes...

— Oui. Il est d'ailleurs interdit de fumer sur les circuits...





— J'ai donc noté votre nervosité. Je vous ai surtout vu blêmir quand Depailler n'est pas repassé devant les stands. Il n'avait rien, il avait fini dans un grillage. Mais vous n'aviez pas pu vous empêcher de penser au pire.

— Cette trouille fait partie de ma vie. A chaque fois qu'un de mes pilotes ne repasse pas, elle me tord. Elle m'attrape aussi à chaque départ de course : c'est souvent dans la première ligne droite que ça « tape ». Mais je n'ai pas le droit de m'en plaindre. Après tout, j'aurais pu tout arrêter à la mort de Schlesser. Personne ne m'a obligé à construire des F 1 !

— Ça c'est passé comment, ce démarrage en F 1 ?

— J'ai sauté sur la première occasion qui s'est présentée : Matra abandonnait la compétition, je me suis précipité chez son sponsor, Gitanes. Les gens de la S.e.i.t.a. m'ont fait confiance, m'ont attribué un budget. Six mois et demi plus tard, la première F 1 était construite. Un an après le démarrage, Laffite gagnait le Grand Prix de Suède. Pendant deux ans nous avons couru sans gagner. Puis sont arrivées les victoires que vous connaissez, au début de la saison dernière : l'Argentine, le Brésil, l'Espagne...

— C'était bien parti. Pourquoi, par la suite, les Ferrari, les Williams et les Renault sont-elles allées plus vite que les Ligier ? Pourquoi n'avez-vous pas réussi à décrocher un titre de champion du monde ?

— Au début de la saison nous avions la meilleure voiture. Mais, en automobile, l'espionnage industriel est efficace : au bout de trois mois, la moindre de vos innovations est utilisée dans toutes les autres écuries. J'avais donc prévenu à la fin du Grand Prix d'Espagne : « Si nous ne trouvons pas de crédits supplémentaires pour nous améliorer en cours de saison, nous ne gagnerons pas le championnat du monde. » C'est ce qui s'est passé.

Une écurie de F 1, qu'est-ce que c'est ? Un bureau d'études (quatre personnes chez nous). Une équipe d'exploitation, qui suit et entretient les voitures (douze personnes dans notre cas). Et l'atelier qui construit les voitures. Au total, l'écurie Ligier compte trente-cinq personnes. Il nous manque une équipe d'essais et de recherches qui, comme son nom l'indique, recherche et essaie sans cesse de nouvelles pièces. Chez Ligier c'est l'équipe d'exploitation qui assure les essais et les recherches... Comment voulez-vous que nous soyons champions du monde dans ces conditions ?

— Est-ce la seule explication ? Pendant qu'ils étaient encore en course tous les deux, Laffite et Depailler ne se sont-ils pas neutralisés au lieu de s'épauler ?

— Non. Nous avions besoin de faire le point sur les voitures et sur Jacques Laffite. Sans la vue de Depailler, nous n'aurions pas pu le faire. Il a « poussé au cul » tout le monde. Il a obligé Laffite à prouver qu'il était le plus rapide. Il nous a aidés à savoir où en étaient les voitures. Je pense que c'était la seule politique possible.

— N'a-t-on pas dit aussi : « Si Ligier a perdu c'est à cause des problèmes d'aérodynamisme et des pneus » ?

— Pour l'aérodynamisme, c'est évident. C'est un aspect fondamental. Mais ça rejoint le problème du manque d'argent : si nous avions eu plus de moyens, nous aurions fait faire plus d'essais dans ce domaine.

Pour les pneus, je ne suis pas d'accord. Sur le terrain, les Goodyear (qui sont montés sur les Ligier) ont fait jeu égal avec les Michelin. Selon le circuit, c'est une fois Goodyear qui a gagné, une autre fois Michelin. Un parlementaire a posé une question écrite à l'Assemblée : « Pourquoi les voitures Ligier ne sont-elles pas équipées de pneus français ? » Il aurait pu s'éviter cette démarche en posant la question directement à François Michelin. Comme il ne l'a pas fait, je vais lui répondre : la politique de Michelin consiste à ne donner des pneus pour une F 1 qu'à un constructeur qui équipe ses voitures de tourisme de pneus Michelin. Moi, Guy Ligier, je ne produis pas de voitures de série, je ne suis pas acheteur, donc je n'intéresse pas M. Michelin, donc je peux aller habiller mes jantes ailleurs !

Je tire mon chapeau à Goodyear : sans leur aide, sans leurs pneus, aucune Ligier n'aurait pu gagner un Grand Prix. Je suis furieux contre M. François Michelin : je ferai tout pour le battre.

— Le battre, cela veut dire être champion du monde la saison prochaine. Est-ce envisageable ?

— Mon budget actuel est d'environ onze millions de francs. Il m'en manque quatre ou cinq si je veux essayer d'être champion du monde. Il m'en manque beaucoup plus pour que je puisse affirmer avec assurance : « Je serai, nous serons champions du monde. » Pour ce faire, il faudrait entre trente-cinq et quarante millions de francs. Ce n'est pas un rêve insensé : c'est le budget de Williams. Celui de Ferrari est encore plus gros !

Pour l'instant, je cherche des compléments à mes onze millions. Le ministère de la Jeunesse et des Sports m'avait promis une aide : huit cent mille francs devraient arriver bientôt ; ils seront consacrés à la recherche en soufflerie. Le reste est dans les couloirs... Par ailleurs, je suis en discussion avec un nouveau sponsor, une société de promotion de disques, qui pourrait m'apporter deux millions. Mais ce n'est pas encore suffisant. Il va falloir que je cherche autre part...

Côté « matériel », j'ai quand même quelques atouts : l'arrivée de Didier Pironi, en remplacement de Patrik Depailler ; il vient de faire deux ans chez Tyrell. Il est en pleine progression. Quant à la voiture, ce sera un modèle amélioré de la J.S. 11 (suspension arrière différente et aérodynamisme modifié) en début de saison, en attendant la J.S. 15 que nous mettrons en piste dès qu'elle sera prête.

— Vous ne craignez pas trop la concurrence française ?

— Elle sera forte, c'est vrai. D'abord parce que, sur le papier, Renault a tout pour être champion du monde. Ensuite, parce que Talbot vient de racheter Matra : il y a de grandes chances pour qu'ils construisent une F 1. Dans ce cas, Gérard Ducarrouge, mon directeur technique, qui venait de chez Matra, y retournera. Avant de venir chez moi il ne s'était occupé que de prototypes. Tout ce qu'il sait de la F 1, c'est chez Ligier qu'il l'a appris. S'il part, nous continuerons sans lui. C'est la vie. Mais je m'expliquerai éventuellement avec Talbot à ce sujet.

— Pourquoi ?

— Parce que je crains que certains grands constructeurs n'aient l'intention de faire disparaître les artisans de mon espèce. Or, ce sont justement les artisans qui ont créé une association de constructeurs, la Foca, et qui ont fait du championnat du monde ce qu'il est. Si nous sommes attaqués, nous nous défendrons.

Mais je souhaite que tout se passe bien. Dans ce cas, si Talbot et Renault, grâce à leurs F 1, font vendre des voitures françaises à l'étranger, tant mieux ! La France a besoin de ses constructeurs automobiles. Pour équilibrer sa balance commerciale. Pour maintenir l'emploi aussi. Car si l'industrie automobile française se cassait la figure, ça ferait beaucoup de nouveaux chômeurs !

— Des chômeurs, vous allez peut-être en embaucher bientôt... J'ai entendu dire que vous aviez l'intention de fabriquer prochainement une petite Ligier ?

— Elle devrait sortir en mars 1980. Mais ce n'est pas vraiment une voiture. C'est un petit véhicule de ville de 49 cm^3 qu'on peut conduire sans permis. Je crois qu'il y a là un créneau. J'espère qu'un des deux grands constructeurs français acceptera de le diffuser dans son propre circuit commercial. Ce serait une preuve de bonne volonté à mon égard...

— Mais je me doute que la F 1 continuera à vous passionner plus que ce 49 cm^3. Vous arrêterez-vous un jour ?

— Ce n'est pas une question de gloire. Ce n'est pas une question d'argent : je ne gagne que neuf mille francs par mois, soit dix fois moins que Laffite. La F 1, pour moi, c'est une drogue. Si je peux, je continuerai jusqu'à la retraite. Si je dois m'arrêter, je retournerai à la campagne faire le métier de mon père : éleveur. Car la voiture n'a pas réussi à faire de moi un citadin.

Cent ans... et toutes ses dents

Le dernier film de Carlos Saura "Maman a cent ans", corrosif et très drôle pamphlet antifranquiste, prend une fois de plus dans sa ligne de mire la Sainte Trinité espagnole: armée, religion, famille

PAR GILBERT SANS

VOICI un des meilleurs films de Carlos Saura.

La vieille grand-mère va fêter ses cent ans. Autour d'elle, dans la vieille demeure castillanne, au cœur d'un vaste domaine parsemé de redoutables pièges à loups, la famille se réunie. Presque au complet. « Maman a cent ans » est la narration de cette fête et de ses préparatifs, des retrouvailles et des intrigues, des souvenirs et des conflits. La famille symbolise un peu l'Espagne et la bourgeoisie espagnole ; la bourgeoisie traditionnelle, l'ancienne, celle de la terre et de la chasse. De même que l'absent vénéré par l'aïeule — un fils militaire mort d'un infarctus il y a trois ans au milieu d'une impressionnante collection d'uniformes — symbolise un peu, sinon Franco, du moins le fascisme. On le voit, à nouveau, le dernier Saura est riche de métaphores. Mais celles-ci ont gagné en précision et en efficacité, comme si — déjà sensible dans « les Yeux bandés » l'an dernier — le cinéaste espagnol parvenait à la maturité de son art.

Tourné exactement dans les mêmes lieux avec, à peu de chose près, les mêmes personnages, « Maman a cent ans » constitue le prolongement du constat analytique entrepris avec « Anna et les loups » en 1972. Cette famille exprimait alors les profondes tares psychologiques et morales d'une bourgeoisie planquée derrière le sabre et le goupillon. Depuis, Franco est mort et Saura a filmé, entre autres : « la Cousine Angélique », « Cria Cuervos » et « les Yeux bandés ». Que sont devenus huit années plus tard les personnages coincés d'« Anna y los lobos » ? Telle pourrait être la genèse du film. « Maman a cent ans » ne se raconte pas, mais on peut retenir avec certitude une leçon essentielle du film concernant l'Espagne : parmi tous les protagonistes, seuls la vieille et les petits-enfants (rien que des filles...) échappent à la médiocrité et à la veulerie ambiantes. Ils représentent curieusement, par les deux bouts pourrait-on dire, les générations qui échappent à quarante années de pouvoir fasciste et d'ordre moral.

Longtemps ressenti comme un cinéaste à tendance bourgeoise, lui-même socialement et culturellement favorisé, Carlos Saura ne pouvait sans doute pas « inventer » les usines. Mais, dressant un tableau sans pitié de la vieille bourgeoisie, « Maman a cent ans » accomplit le curieux effet de nous en dégoûter. C'est déjà nettement mieux. On ne répètera jamais assez combien la bourgeoisie, toute la bourgeoisie, est dégoûtante. Ce réalisateur semble troquer définitivement certaines velléités surréalistes passées de mode contre un baroque plus simple et plus solide. Dans la nouvelle œuvre de Saura la vie ne s'arrête plus aux fantasmes telles des bagnoles à un feu rouge. La drogue fait irruption et on fume son « joint » sur l'écran, la sexualité aussi et à l'impuissance ou la frigidité des générations du franquisme se substitue la recherche avouée du plaisir par celles à venir.



Carlos Saura s'évade enfin de la gigantesque emprise de Bunuel qui marquait jusqu'à présent ses films d'un complexe imitatif. Comme « les Yeux bandés », « Maman a cent ans » est un film parfaitement achevé, maîtrisé et témoigne de la maturité du principal réalisateur espagnol d'aujourd'hui ; moins de retours en arrière incompréhensibles et de subtilités qui survolaient le spectateur sans jamais se poser, comme une escadrille d'irréductibles équations. Saura devient lui-même. Totalement. A la Sainte Trinité personnelle du cinéaste — armée, religion, famille — s'ajoute aujourd'hui un traitement nouveau : « Maman a cent ans » est un film fort drôle ; aspect positif supplémentaire que cette présence permanente d'un humour corrosif, assez inhabituel chez lui. Pendant une heure et demie on grince de rire dans son fauteuil. Ajoutons pour faire bonne mesure et ne pas retenir l'émotion, un merveilleux jeu d'acteurs où Géraldine Chaplin est à nouveau largement dominée par ses partenaires, particulièrement par la truculente vieille (Rafaela Aparicio) qui fêtera ses cent ans en descendant tout droit du plafond (du ciel ?) sur son fauteuil-trône.

Ecoutons ses derniers mots : « Mes enfants, quelle absurde cruauté, quelle stupidité, quelle souffrance inutile... » Elle parle de la guerre. En Espagne on sait particulièrement ce que cela veut dire. Puis la caméra s'éloigne, traverse à reculons la pénombre des longs corridors... La maison est toujours debout. ●

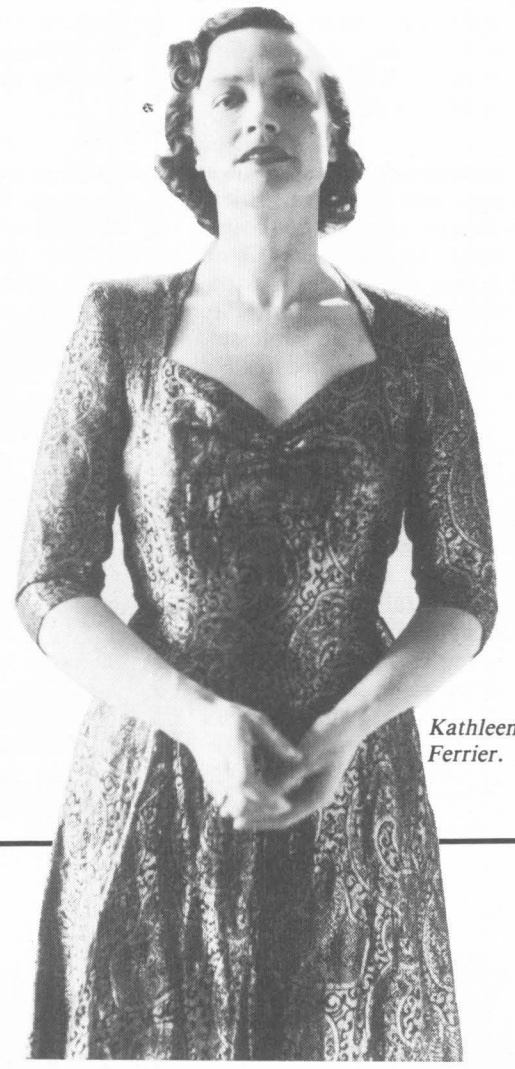
Messieurs les anglais, chantez les premiers

PAR CLAUDE GLAYMAN

Qui l'ignore, la tradition a fait de chaque Allemand un musicien, les chœurs d'après le même raisonnement sont russes, les rythmes américains et noirs, la mélopée arabe et la chanson française. Que deviennent les Anglais dans ce concert ? Une légende assure qu'il n'y a pour ainsi dire pas de compositeurs anglais et qu'hormis les Ecossais nos cousins ne sont guère taquinés par la muse. La présence lundi prochain (19 novembre) à Pleyel de John Eliot Gardiner à la tête des chœurs et de l'orchestre Monteverdi dans « Israël en Egypte » de Haendel fournit une occasion comme une autre de réformer une idée trop préconçue pour n'avoir pas été mal conçue par des critiques ignorants et pleins de préjugés. Car J.E. Gardiner, puisqu'on en parle, n'est que l'un de ces nombreux jeunes chefs britanniques qui, dans tous les genres de la musique, ont réanimé et porté à un niveau exceptionnel l'exécution en concert, ce dont le disque nous conserve des traces fidèles. Ils ont noms Neville Marriner, Colin Davis (qui révéla Berlioz aux Français), Alfred Deller, ce génial chanteur de haute-contre disparu l'été dernier, ou bien la chorale John Aldis ; ils s'appellent le London Sinfonietta (spécialisé dans la musique moderne et dont s'est inspiré l'Ensemble Intercontemporain), l'English Chamber Orchestra si souvent passé entre les mains de Daniel Barenboïm et l'Academy-of-St-Martin-in-the-Fields, le Philharmonia Orchestra si prestigieux, le London Symphony Orchestra, etc. Sans compter une foule innombrable d'ensembles qui exhument avec une technique merveilleuse la musique du Moyen Age et de la Renaissance, sans omettre l'extraordinaire animation de l'art lyrique à Londres qui à lui seul mériterait une enquête appropriée et certains Festivals de réputation internationale style Edinburgh.

Cette vitalité contagieuse et généralisée est peut-être bien actuellement la plus remarquable au monde tant par sa qualité que par ce que l'on pourrait appeler un abord ayant rompu avec tous les conservatismes ; une vitalité dont on n'ignore pas qu'elle a pris le relais d'artistes aussi légendaires que la contralto Kathleen Ferrier ou le chef Sir Thomas Beecham.

Les faiseurs de moue, au surplus volontiers anglophobes, qui ne sauraient, sous peine de ridicule, contester ce tableau sommaire mais éloquent, vous objecteraient sûrement qu'une telle éclosion d'interprètes dissimule mal la disette de l'île en matière de compositeurs. Allons fines oreilles et oublieuses mémoires, n'avez-vous jamais entendu parler de l'école dite elizabéthaine : découvrez donc les « Lamentations de Jeremie » musique d'un suprême dépouillement de Thomas Thallis (par Alfred Deller, un disque Harmonia Mundi) ou les gaillardes de John Dowland (un tout récent disque Calliope) ; on peut même remonter avant cet âge d'or en écoutant les volumes consacrés aux vieilles chansons anglaises par le « Early Music Consort » dirigé par le regretté David Munrow (Harmonia Mundi). Ensuite vint Henry Purcell (1659-1695), ce maître incontesté, à l'occasion suivez la publication par la firme « l'Oiseau lyre » de disques de Purcell consacrés à la musique de théâtre avec « the Academy of ancient music » direction Christopher Hogwood. Pauvre Purcell fauché précocement et qui plus est n'aurait point eu de postérité musicale. Certes il est bien exact que Georg Friedrich Haendel (1685-1759) était allemand de naissance, mais ayant organisé quasiment toute sa carrière d'homme d'opéras en Grande-Bretagne, on peut affirmer que l'air qui l'inspira fût britannique. Et comme le dispute que (enfin) s'intéresse à Haendel, voici coup sur coup « Acis et Galatée » (deux disques Argo, The Academy-of-St-Martin-in-the-Fields, direction Neville Marriner), « Israël en Egypte » par J.E. Gardiner (deux disques Erato), « Xercès » direction Jean-Claude Malgoire (un coffret de trois disques CBS en offre spéciale), « Parthénope » direction Sigiswald Kuijken (un coffret de quatre disques Harmonia Mundi). Dans ces œuvres, qui acclimatèrent en Grande-Bretagne le genre italien de l'opéra, grâce en particulier aux excellents chanteurs que Haendel y avait regroupés, c'est la vitalité et l'énergie, la beauté absolue et pure que les Anglais et Kuijken le hollandais me semblent mieux partager que le Français peut-être un peu trop intellectuel !



Kathleen Ferrier.

Haendel, compositeur anglais d'importation, fut-il un cas isolé ? Point tellement puisque le jeune Mozart puisa une partie de son inspiration lors d'un précoce voyage à Londres tandis que Joseph Haydn sut conquérir à Londres une liberté qui jura avec la tutelle des Esterhazy, ses « patrons » du continent. Cependant, on en convient, ensuite un bon siècle et demi s'écoule, tout l'âge romantique et les débuts de la musique moderne, sans grands noms britanniques, celui d'Elgar étant tout de même un peu mince.

Comblant ce vide, Benjamin Britten (1913-1976) offre une personnalité musicale, riche, prolixe, d'un métier sûr mais d'une écriture plus limitée au classicisme qu'ouverte à l'avant-garde. Tandis que Lyon présente cet hiver son « Faisons un opéra », Paris a inscrit au futur répertoire du Palais-Garnier « Peter Grimes » que Philips vient d'éditer (un coffret de trois disques) avec dans le rôle titre toute la spiritualité sauvage de John Vickers. Pour ceux qui désireraient connaître les diverses facettes de Britten, conseillons la récente parution de sa « Spring Symphony » (un disque EMI/VSM) mais surtout ses Quatuors 2/3 par l'Amadeus (un disque Decca) où la recherche intérieure prime l'allure extérieure alors que l'on déplore d'ordinaire l'inverse chez Britten. Encore plus chez William Walton (cf. son « Destin de Balthazar » chez Decca).

C'est la tension intérieure qui fascine chez un « jeune » comme Bryan Ferneyhough, on n'est pas prêt d'oublier ses « Sonates pour quatuors à cordes » (un disque RCA), l'un des sommets discographiques de 1979. Ferneyhough se situe, pour ce que nous en connaissons, dans la postérité sérielle de l'école de Vienne et singulièrement de Webern. Plus diversifiés et moins aboutis nous ont paru les univers de Peter Maxwell Davies et d'Harrisson Birtwistle, musiciens anglais de la génération actuelle et que l'Ircam présenta à Paris en mars dernier.

Nos cousins britanniques n'ont guère à nous envier : ils créent et jouent de la musique et de la meilleure. Dans le melting-pot des sonorités du monde ils occupent une place de choix. Messieurs les Anglais, chantez les premiers ! ●

La vie d'artiste

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

FEMME EN VERT ?

Le 6 décembre 1979 deviendra peut-être une date historique. Ce jour-là, les académiciens voteront pour désigner le successeur de Roger Caillois ; et l'on murmure déjà un peu partout qu'une femme pourrait être l'heureuse élue ! Une femme sous la coupole, la première quai de Conti ? Le nom de Marguerite Yourcenar a été prononcé. Pas par l'intéressée, mais par un groupe d'hommes en vert qui font campagne pour elle. Ce serait donc la fin d'un ostracisme plus que désuet, ridicule et dépassé. Mais ne serait-ce pas en même temps une tempête dans un verre d'eau ? L'éventualité de son élection n'a pas fait perdre son sang-froid à Marguerite Yourcenar ; dans l'île des Monts-Déserts où elle vit, au nord-est des Etats-Unis, elle a déclaré : « N'allez surtout pas donner l'impression que je suis saisie par la fièvre verte. J'ai indiqué que je ne ferais pas acte de candidature, que je ne ferais pas de visites, que je ne m'engagerais pas à passer un temps déterminé en France. Si, dans ces conditions, ces messieurs sont prêts à accepter pour la première fois une femme parmi eux, je ne ferai pas à la France l'impolitesse de refuser cet honneur. » Peu importe d'ailleurs que Marguerite Yourcenar soit élue ou non. L'important est que les projecteurs de l'actualité se braquent enfin sur un des plus grands écrivains contemporains de langue française, sur l'auteur des « Mémoires d'Hadrien », de « l'Œuvre au noir », de « Souvenirs pieux » et des « Archives du Nord », sur la traductrice des poèmes grecs antiques que Gallimard vient d'éditer sous le titre « la Couronne et la lyre ».



Marguerite Yourcenar.

MANCHETTE A LA UNE

Jean-Patrick Manchette a bien de la chance : sa première pièce de théâtre, « Cache ta joie », jouée à Saint-Etienne jusqu'au 2 décembre, est donnée dans un outil flambant neuf, la nouvelle salle de la Comédie de Saint-Etienne due au scénographe Igor Hilbert. Jean-Patrick Manchette n'a pas pour autant toutes les chances de son côté : si sa pièce est servie par des comédiens de tempérament et par un excellent groupe rock (Factory), elle est desservie par une mise en scène boursoufflée, racoleuse, surchargée de références et de pastiches trop appuyés. Daniel Benoin, le metteur en scène, doit confondre le vitriol et la tarte à la crème, l'éclat de rire et la pantalonnade.

Dommage ! Jean-Patrick Manchette est un jeune auteur qui a incontestablement renouvelé le style de la Série noire et qui a connu quelques réussites cinématographiques (avec Boisset, Chabrol et Pirès). Son arrivée dans le théâtre est tout aussi tonitruante : un coup de poing libertaire, une écriture au couteau, un rentre-dedans sans concession contre toutes les oppressions mercantiles au idéologiques d'une société — la nôtre — qui assassine ses jeunesses successives à force de les désespérer ; bref, « Cache ta joie » est une belle rébellion mêlée de sang et de larmes, de violence et de rire. Daniel Benoin aurait pu en faire une nouvelle version de « West Side Story », il n'en a fait que le remake approximatif d'un thriller américain de série B, que la pâle transposition d'une bande dessinée. Rendons-lui cependant ce qui lui revient : c'est lui qui a eu l'idée de faire écrire Manchette pour le théâtre ; il a le droit d'en être fier.

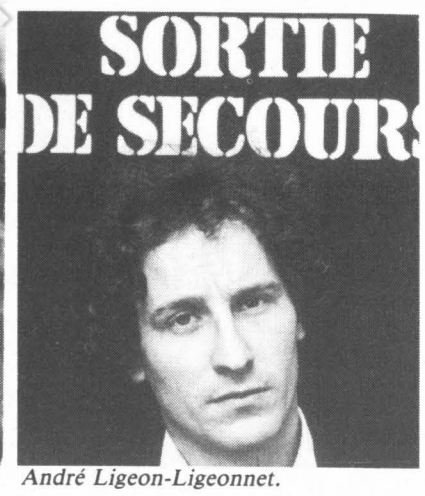
RAPPELLE-TOI BARBARA

Elle ne montait plus sur scène que quelques fois par an. Et la voici qui part pour une longue tournée : Barbara est à nouveau sur les routes de France. Après Créteil, Le Havre, Rouen, Vannes, Lorient, Quimper, Brest, Laval, Niort, Saint-Nazaire et Cholet, elle chante le 16 novembre à Poitiers, le 19 à Clermont-Ferrand, le 20 au Creusot, le 21 à Vienne, le 22 au Puy, le 23 à Sète, le 24 à Carcassonne, le 26 à Pau, le 27 à Bordeaux, le 29 à Avignon, le 30 à Montpellier, le 1er décembre à Toulouse et le 8 à Gargenville.

En Avignon, Barbara se produit dans le cadre d'une opération « Femmes de la chanson », organisée par la Fédération des œuvres laïques du Vaucluse. Sur la même affiche qu'elle : Lena Lesca le 23 novembre, Sara Alexander et



Barbara, vue par Solo.



André Ligeon-Ligeonnet.

Claudia Galibert le 27, Marie-Paule Belle le 28, Michèle Bernard et Claire le 30, Catherine Lara, enfin, le 1er décembre.

BOURGES SANS PRINTEMPS ?

Le Printemps de Bourges, festival qui se consacrait chaque année depuis trois ans à la chanson, avait ses insuffisances et ses contradictions : nous les avions notées dans ces colonnes comme signes de sa fragilité. Cette faiblesse de constitution vient, hélas ! de se confirmer : le 18 octobre dernier, le conseil d'administration de la maison de la culture a décidé que le prochain festival n'aurait lieu... qu'en avril 1981 ! Pourquoi pas aux Calendes grecques ? Car, d'ici à 1981, le Printemps de Bourges risque de passer aux oubliettes. La municipalité d'union de la gauche de la capitale du Berry s'en est émue et a réclamé publiquement l'aide de la Sacem et du ministère de la Culture et de la Communication. Il suffirait de deux cent mille francs pour parer au déficit chronique du festival, qui a servi de prétexte à la décision du conseil d'administration de la maison de la culture... Cette démarche des élus locaux est appuyée par une pétition nationale que de nombreux artistes ont déjà signée : Yves Montand, Georges Brassens, Raymond Devos, Serge Reggiani, Guy Bedos, etc.

VIDEO-THEATRE

Un petit jeune homme roux de vingt-cinq ans est en train de mettre de furieux coups de pied dans la fourmilière du théâtre français : André Ligeon-Ligeonnet. Il a déjà six années de spectacles derrière lui. Planchon et le T.n.p. le soutiennent avec ferveur. Il a été l'incontestable « vedette » du Forum du jeune théâtre, qui s'est déroulé à Villeurbanne du 5 au 10 novembre. Avec sa compagnie, qu'il a nommée Sortie de secours, il présente une nouvelle réalisation à l'Espace lyonnais d'Art contemporain : « Woyzeck », jusqu'au 29 novembre. Ligeon-Ligeonnet ne signe pas des mises en scène, mais des « vidéoscénographies ». De chaque côté d'une boîte optique entièrement noire, qui lui sert d'espace scénique, il a installé deux écrans alimentés par des magnétoscopes. Il mélange ainsi le théâtre et la vidéo, la narration classique et les images électroniques. Il invente incontestablement un nouveau langage, un nouveau mode d'expression. Et il sait se donner les moyens de se faire entendre : pour « Woyzeck », il n'a pas hésité à s'assurer les services (en tant que comédiens) du décorateur Jacques Augéniol et des metteurs en scène Bruno Boëglin, Georges Lavaudant, Marcel Maréchal et Roger Planchon.

L'UN CHANTE, L'AUTRE AUSSI

A l'intérieur même de la N.c.r. — c'est ainsi que les snobs appellent désormais la nouvelle chanson française — il y a des marginaux, des chanteurs qui ne sont pas encore dans l'air, qui ne le seront peut-être jamais. Deux cas pour qui veut s'efforcer de s'y arrêter : Gilles Elbaz et Jean-Claude Monnet.

Elbaz vient de sortir un nouveau disque, un double album : « Paradis terrestre ou la Condamnation d'Eve » (Oxygène OXY 031-32, 3 rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, Paris 3e). Il chante à Paris, à La Tanière (45 bis, rue de la Glacière, 13e) jusqu'au 1er décembre. On pourra également l'écouter à la radio, sur France-Culture, dans l'émission d'Eve Griliquez « Libre-parcours variétés », les 27 novembre et 4 décembre à 13 h 30. Il dit : « Par hasard mon état civil fait de moi un Adam, je n'ai pas choisi. »

Jean-Claude Monnet n'a rien enregistré depuis « Comme elle parle » (R.c.a. PB 83 22). Mais il s'installe dans une salle parisienne avec une dizaine de nouvelles chansons : au Forum des Halles, jusqu'au 24 novembre. Le « Libre-parcours-variétés » du 20 novembre lui sera entièrement consacré. Il ne fait aucune concession, il dit ce qu'il a envie de dire sur les urnes, sur l'amour, sur la vie. Il chante le sculpteur Calder ou Lilli (la femme de Joseph Kosma), deux beaux personnages qu'il a rencontrés et qui ont éclairé son existence. Le tout dans un climat musical qui se situe entre Ket Jarett et Chic Corea. Une émotion vraie que les modes n'emporteront pas.

TRISTE TELE

Notre télé est bien malade. La gravité de son état a été soulignée récemment à l'Assemblée nationale par le rapporteur du budget de la radio et de la télévision, Joël Le Tac, un homme de la majorité peu suspect d'être délibérément malveillant : « Le sérieux de son information, écrit-il, est pour le moins contesté par une grande partie de l'opinion... » En fait, Le Tac met en cause les programmes des trois chaînes en général et le fonctionnement d'Antenne 2 en particulier. Pour l'A 2 il s'en prend en particulier au responsable des séries et des feuilletons et aux « prétentions » d'un producteur de variétés qu'il ne nomme pas mais que tout le monde a reconnu : Guy Lux.

Le Tac n'a pas noirci le tableau à plaisir. Les téléspectateurs sont également très sévères pour leur télévision. Dans un sondage effectué par Public S.a. pour le compte de « Paris-Match », ils ne l'ont pas envoyé dire : 43 % d'entre eux déclarent qu'ils « regardent moins qu'avant » leur petit écran et 45 % estiment que la qualité des programmes a baissé. Enfin, le bon peuple en a vraiment ras-le-bol de certaines têtes ; à la question « quelles sont les trois personnes que vous ne supportez plus ? » Guy Lux, Danielle Gilbert et Yves Mourousi ont décroché la timbale. 53 % des télespectateurs français ne veulent plus voir Guy Lux en peinture ! Le Tac ne s'est pas trompé...

EN BREF

* « Radio 7 » : ce serait le nom de la nouvelle chaîne que prépare actuellement René Marchand à Radio-France. On pourrait la capter sur ondes moyennes et modulation de fréquence. Elle s'adresserait aux jeunes et au troisième âge.

* Du nouveau sur France-Musique : chaque jeudi à 18 h 30, la chaîne diffuse un « événement musical » en direct du studio 106 de la Maison de Radio-France. Titre de l'émission : « Six-huit au 106 ».

Coll. Fondation Jean Jaurès

Le social au pouvoir

Pour lutter contre la "déception collective", un livre, "le Pouvoir du social", de Jacques Fournier et Nicole Questiaux

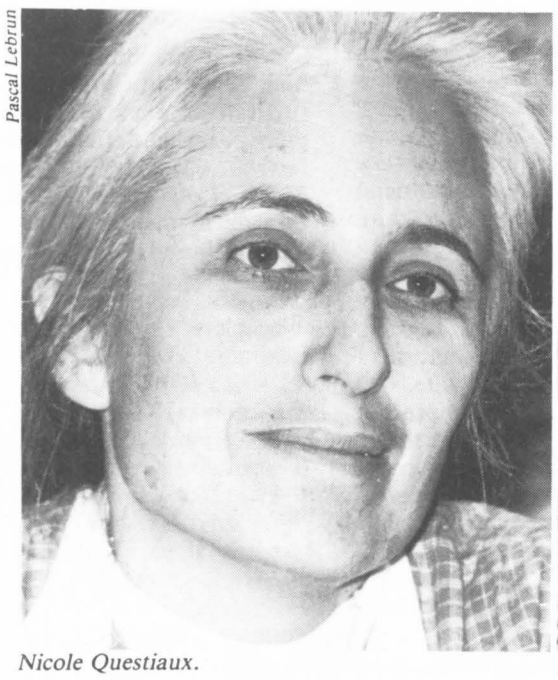
PAR MICHELLE COQUILLAT

QUE le capitalisme ait à son actif un grand nombre de réalisations sociales, qu'il ne soit pas « tant s'en faut, la plus inégalitaire des sociétés », c'est ce que ne contestent pas Nicole Questiaux et Jacques Fournier dans leur livre « le Pouvoir du social » (1).

On ne meurt plus de faim en France, les différences de statut, de fortune, de conditions de vie se sont progressivement réduites. Mais ce mouvement social, nous disent-ils, est arrivé à son terme précisément parce qu'aller plus loin serait remettre en cause les postulats mêmes du fonctionnement du capitalisme. Certes, nous n'avons pas atteint la limite, que nous savons possible, de ces politiques sociales. La Scandinavie, la Hollande, le Royaume-Uni sont parvenus à une redistribution des revenus infiniment plus égalitaire que la nôtre et il apparaît clairement que, dans un système capitaliste maintenu, la France aurait encore pas mal à faire pour arriver réellement à ce seuil au-delà duquel ses principes économiques et sociaux actuels s'effondreraient. Ainsi, « l'argent circule, mais la richesse ne change pas de mains », car si « l'énorme machine » des transferts sociaux permet d'être soigné quand on en a besoin, de recevoir de l'aide pour ses enfants ou d'avoir droit à une retraite, il reste cependant en France des privilèges et de tels « transferts » ne s'attaquent pas aux inégalités fondamentales. Au demeurant, la France est le pays d'Europe où, avec l'Italie, la part des ressources nationales consacrée aux « services collectifs » est la plus faible. Alors, quel remède ? Une nouvelle politique sociale.

Pour Nicole Questiaux et Jacques Fournier, tout passe d'abord par la décentralisation. Elle seule permet une diffusion du pouvoir capable de créer la véritable responsabilité individuelle et collective qui

Pascal Lebrun



Nicole Questiaux.



Jacques Fournier

fait, à l'heure actuelle, cruellement défaut. Car le centralisme du Pouvoir aboutit à la passivité, à une impuissance reconnue des travailleurs à déterminer les conditions de leur travail, à une impossibilité des consommateurs à avoir droit de regard sur le choix de leurs produits ou des gens à décider de la façon dont ils veulent être logés, servis ou aidés. En se réservant d'être exclusivement politique, la démocratie oublie de s'exercer dans le travail et dans tous les aspects de notre vie quotidienne. Ainsi ne savons-nous pas décider de notre existence, ne savons-nous pas la gérer.

Pour les auteurs, la société idéale est alors autogestionnaire. Or... nous en sommes loin. Le syndicalisme, par exemple, qui constitue une forme privilégiée de responsabilité collective, ne peut, avec ses 30 % de travailleurs syndiqués, tenir la place qui devrait être la sienne. La vie associative est réduite en France à sa plus simple expression. A peine 15 à 20 % de la population s'y intègre. Ne nous trompons donc pas, le pouvoir, et tout le pouvoir, appartient aux détenteurs du capital et cette situation fait obstacle à sa diffusion et à sa décentralisation. Contrôler ce pouvoir serait créer des entreprises nationalisées fonctionnant avec des conseils d'administration élus par les travailleurs — le directeur de l'entreprise lui-même élu par eux —, dont la mission serait de définir et poursuivre les objectifs de la production, et des conseils d'atelier qui défendraient les intérêts du travail, à la base.

Limiter ce pouvoir serait avoir recours le plus possible à l'élection, seule possibilité pour l'usager d'exprimer son choix, d'indiquer clairement la façon dont il entend que l'on satisfasse ses besoins. L'Etat resterait — rôle capital — le planificateur, et surtout le garant de l'égalité d'accès à la décision. Aujourd'hui, au contraire, l'Etat utilise l'inégalité comme une force « mobilisatrice » parce que, liée à la place des individus dans le système de production, elle garantit des statuts, elle assure des revenus. Ainsi la vraie revendication, pour les auteurs du « Pouvoir du social », doit-elle être celle de l'égalité des situations, seule susceptible de nous dégager de notre engluement actuel dans une société de privilèges. Egalité des situations qui n'exclue pas la reconnaissance de la différence, qui n'implique pas que l'on se règle sur un modèle unique, qui refuse la monotonie et l'uniformité. Pour cela, il faut modifier l'école, inadaptée, propagatrice de déséquilibre social, il faut faire droit aux revendications des femmes qui n'atteindront l'égalité véritable que par le travail.

Or dans notre société, le droit au travail, source d'égalité, seule garantie pour chacun d'avoir les moyens de choisir son modèle, n'est pas assuré. Grave danger pour une société dont c'est « l'obligation » inaliénable. N'est-ce pas là la raison essentielle de la dénatalité ? « La natalité est vulnérable dès qu'il en est de même de l'éducation, de l'emploi », affirment Jacques Fournier et Nicole Questiaux. Par leur résistance à cette politique du troisième enfant, les Français indiqueraient alors leur refus d'adhérer à une société dont ils reconnaîtraient le pourrissement et la fragilité. Ne savent-ils pas, inconsciemment, que les injustices, les inégalités et les privilèges sont, au-delà d'un certain seuil, intouchables, car ils sont les conditions mêmes du fonctionnement du système ? Constatation clairvoyante que celle-là, et qui fait du livre de Fournier et Questiaux une sorte d'ouvrage de référence. Jamais la sécheresse fastidieuse des économistes ou sociologues enfermés dans un langage qui rejette les profanes, mais une approche humaine, objective, honnête du monde dans lequel nous vivons avec l'espoir visible de proposer des solutions qui le rendent plus vivable et mettent un terme à ce qu'ils appellent la « déception collective » qui est aujourd'hui la nôtre. ●

(1) « Le Pouvoir du social », de Jacques Fournier et Nicole Questiaux, Presses universitaires de France.

Qui veut changer la vie ?

On ne change pas la société par décret. Certes ! Encore faudrait-il savoir pourquoi - et pour qui ?

PAR MICHEL CHARZAT

UNE idée juste n'est pas nécessairement une idée neuve. Dans son dernier ouvrage (1), Michel Crozier revient sur l'analyse, souvent suggestive, formulée depuis longtemps par lui — et par d'autres auteurs — du « blocage » de notre société : « Nous vivons une crise d'affolement devant la complexité d'un système que nous ne maîtrisons pas. » Sans doute ! Mais réduire, comme Crozier le propose, le mal à l'infirmité de nos contemporains à concevoir et à mettre en œuvre l'innovation, considérer que les trois grandes sources de blocage de notre société sont l'Administration d'Etat, l'Education nationale et la sclérose du système de sélection des élites est un diagnostic quelque peu rétro.

On reconnaît là les thèmes à la mode, ceux du « come back » à Tocqueville, Thibon et Pareto, c'est-à-dire à un pessimisme de l'intelligence au service d'un conservatisme social modernisé. Ce retour au sens commun, celui du bon vieux libéralisme, permet à notre auteur d'ignorer superbement la dialectique des groupes sociaux et tout particulièrement des classes sociales. Pourtant, l'opposition permanente entre les intérêts de la bourgeoisie et ceux de la classe ouvrière — plus concrètement du patron et du salarié, ouvrier ou employé — demeure plus éclairante pour expliquer maints « blocages » de notre système que la propension de chacun à monopoliser la parcelle de pouvoir qu'il croit détenir.

Il ne s'agit pas d'une pétition de principe : le quotidien, celui des luttes économiques et sociales, illustre, jour après jour, la validité de l'analyse socialiste. Sans doute Crozier prend-il les devants : « Ce ne sont pas les patrons qui imposent les inégalités, c'est le fonctionnement même de tout le système auquel chacun a sa part. Resserrer la hiérarchie, réduire l'éventail des salaires, ces idées se heurtent à la résistance de tous les privilégiés, même et surtout des petits. »

Les socialistes ne méconnaissent pas les ressorts du corporatisme, de l'égoïsme professionnel ; pas davantage le rôle de ces « petites joies » qui selon Nietzsche masquent et perpétuent les grands privilèges. S'il est opportun de rappeler que les inégalités ne résultent pas d'un machiavélisme patronal individuel, le serait-il moins de mettre en évidence les racines sociales de l'inégalité ? Tout mécanisme de régulation libérale débouche sur le pouvoir monarchique dans l'entreprise, le pouvoir régalien dans l'administration, et l'aggravation des injustices dans la société.

Il n'est pas facile d'échapper à cette double question : qui profite de ce système et par conséquent le défend ? Qui le subit et par conséquent se dresse contre lui ? On retrouve inévitablement posé le problème de la propriété, c'est-à-dire du pouvoir dans son acception la plus fondamentale. Et par conséquent, le débat sur les limites et la fonction du secteur public que le Parti socialiste — conséquent avec ses choix de la rupture et de l'autogestion — veut étendre et démocratiser.

Pour les socialistes, c'est le fondement du pouvoir d'une classe sur notre économie — c'est-à-dire sur notre société — qu'il s'agit de remettre en cause. Un peuple qui veut échapper à l'emprise des multinationales pour maîtriser son devenir doit s'assurer le contrôle des secteurs clés de la production, de l'investissement et de l'innovation. Fallait-il, pour faire bonne mesure, que Crozier reprenne le slogan utilisé à droite, de Servan-Schreiber à Poniatowski, « nationaliser = bureaucratie d'Etat » ? argument d'ailleurs contredit par le dynamisme économique et la plasticité sociale de nombre d'entreprises publiques actuelles.

Rappelons que, pour les socialistes, les nationalisations ne constituent pas un article de foi, mais un puissant instrument au service d'une autre logique politique et économique.

La nationalisation des pôles dominants de l'économie, notamment des secteurs de pointe, doit permettre de sauvegarder et de reconstituer un tissu industriel cohérent, et donc de reconquérir une marge de manœuvre suffisante vis-à-vis de l'environnement extérieur, de promouvoir un aménagement du territoire permettant à chacun de « vivre et travailler au pays ». Dans la perspective d'une planification démocratique dont elles constitueront la colonne vertébrale, les entreprises nationalisées devront être le moteur d'une décentralisation industrielle, en délocalisant nombre d'activités, mais aussi et surtout en encourageant la décentralisation de leurs sous-traitants pour lesquels les problèmes de taille et de transport sont économiquement pénalisants. Enfin, la nationalisation d'un certain nombre de secteurs permettra d'étendre le contrôle des travailleurs sur la marche de l'entreprise, en précisant ou en dépassant sur certains points les mesures préconisées par le Programme commun de gouvernement en 1972.

Ainsi comprises, les nationalisations constituent bien une idée neuve, l'outil d'une avancée collective vers l'autogestion, d'innovations sociales hardies et non cette régression bureaucratique complaisamment décrite par Crozier.

A force de hurler à l'hypothétique péril bureaucratique d'une éventuelle expérience de gauche, on oublie la prosaïque et très actuelle réalité d'une société de classes où le pouvoir et les privilèges apparaissent de plus en plus hyperconcentrés.

Michel Crozier participe au mouvement actuel de confusion intellectuelle baptisé « refus des théories sur la société ». On ne change pas la société par décret. Certes ! Encore faut-il savoir pourquoi — et pour qui — on veut la changer. Si du moins on veut vraiment changer de société. ●

(1) « On ne change pas la société par décret » (Grasset).